

solidaire

Hebdomadaire du Parti du Travail de Belgique – PTB

Rédaction : Bd. M.Lemonnier 171/10, 1000 Bruxelles ☎ (02)513 66 26

N° 23 (1137) 29 mai 1996, 26^{ème} année. 40 fr. · Dépôt Bruxelles X

4, 17

S'unir contre la misère capitaliste



17

Ecoles : mensonges
et vérités à propos
d'une manif

19

Bravo aux travailleurs
de Cockerill-Sambre
Charleroi !

5 – 16

12 pages
Spécial Jeunes
signées Rebelle



Comment on achète l'Albanie

De notre envoyé spécial à Tirana, Michel Collon

Que savez-vous de l'Albanie ? Pas grand-chose sans doute, ce petit pays, le plus pauvre d'Europe, ne fait guère la une des journaux. Pourtant, il s'y passe des choses importantes...

Ainsi, les Etats-Unis viennent d'y implanter leur première base militaire en Europe de l'Est. Juste à côté de la Yougoslavie. Au coeur des Balkans, ce baril de poudre. Et comment ont-ils pris le contrôle du pays ? Une contre-révolution bien orchestrée, un pillage des multinationales qui ne fait que commencer, une colère sociale qui gronde. Un reportage instructif...

Un rat à l'hôpital

«La santé, l'éducation ? Le capitalisme s'en fiche !»

Arrivant à Tirana, vous vous demandez : «Ce pays sort-il d'une guerre ?» Routes en forme de gruyère, trottoirs défoncés, plaques d'égout disparues laissant des gouffres béants, constructions d'immeubles à l'arrêt...

Ce pays ne sort pas d'une guerre, mais de quatre années d'un gouvernement de droite archicorrompu. Un gouvernement qui a liquidé tous les acquis du régime socialiste et vend le pays au plus offrant. «Depuis des années, ils n'ont pas mis un lek (monnaie albanaise, 0,3 FB) dans les routes», m'explique un chauffeur de taxi.

Nombreux mendiants. Même à Tirana qui s'en sort mieux, me dit-on, que le reste du pays. Et surtout, la mendicité camouflée : petits pots-de-vin, trafics en tous genres... Dans les beaux quartiers, par contre, contrastant avec la misère générale des logements, fleurissent quelques luxueuses villas. Mais en général, les nouveaux millionnaires cachent leurs fortunes.

Nexhmije est maman depuis trois semaines : «Les hôpitaux sont devenus tellement sales qu'on m'avait fortement conseillé d'apporter mes propres draps et couvertures». Confirmation par



Place Skanderberg, en plein centre, un petit garçon de trois ans à peine, installé pour la journée dans une caisse à bananes, tortille un billet de dix leks pour que vous en déposiez un autre. Un peu plus loin, deux nouveaux riches descendent d'une Mercedes 280. Pas un regard pour "la populace"...

Fatos, cadre d'une nouvelle société. J'étais allé à l'hôpital pour le visiter. Mais il était déjà retourné chez lui dès le lendemain d'une sérieuse opération :

- «Vous avez vu l'hôpital ?»

- «A l'entrée, j'ai vu un rat mort !»

- «Alors, vous comprenez pourquoi je suis parti si vite, je craignais de m'infecter !»

«La santé est devenue un commerce, témoigne son mari Teodor. Pour être opéré par un médecin valable, vous devez payer sous la

table. 50, 80, voire 100 dollars : deux mois de salaire. Sous le socialisme, il y avait une responsabilité sociale à l'égard des patients. Mais le capitalisme ne se soucie pas de la santé. Ni de l'éducation : les profs sont très mal payés. La vie

étant si dure, beaucoup d'enfants ne vont plus à l'école, ils doivent gagner leur vie». «Nous manquons de liberté sous Enver Hodja. Et personnellement je gagne davantage qu'avant grâce à mes qualifications. Mais pour la plupart, ça va bien plus mal.»

La misère et le "chacun pour soi" capitaliste provoquent une forte hausse de la criminalité et de la corruption. "Albanian Observer", revue pour investisseurs, écrit : «Selon les institutions internationales, le trafic de drogue de nombreux pays européens est aux mains de familles du nord de l'Albanie. Chaque jour, la presse italienne évoque le trafic illégal d'immigrés et de prostitués». Que fait la police ? Interviewé, un responsable de ce trafic répond : «Ils prennent leur argent chaque jour et ils s'en vont» (1).

«La corruption commence au sommet, conclut Teodor. Un homme d'affaires anglais m'a dit renoncer à un investissement parce que le ministre albanais lui réclamait un pot-de-vin de 50.000 \$. «J'aurais bien donné 5.000 \$, mais ces politiciens albanais sont vraiment trop gourmands !»

(1) Albanian Observer, 1/95, p. 14.

L'Albanie s'enfonce dans la misère...

Interview de Kastriot Muço, président de la Confédération des syndicats

Le salaire individuel moyen est tombé à 40 - 50 \$ par mois (1.500 FB)», m'explique Kastriot Muço, président de la Confédération des syndicats (130.000 affiliés, soit 40 % des salariés). «Un pensionné touche 30 \$ par mois, soit 900 FB. Mais un kilo de viande coûte 3 à 6 \$. Le niveau de vie général est plus bas qu'en 1990». Social-démocrate, Muço rejette le régime socialiste précédent : «On n'était pas libre, ce n'était pas démocratique. Mais il faut reconnaître qu'Enver Hodja avait réussi à donner un meilleur niveau de vie aux Albanais. L'Albanie n'était pas encore sortie de la pauvreté, mais maintenant, elle s'enfonce dans la misère...



Mais le gouvernement affirme que, grâce aux privatisations, le pays est sur la voie du décollage économique. A Tirana, la plupart des gens semblent bien habillés...

K. Muço. «Effectivement, pour une partie de la population, ça va un peu mieux avec les privatisations. A Tirana, les prix sont plus bas, il y a un essor des petits magasins, des cafés. Le sud commerce avec l'Italie et la Grèce. Mais il ne s'agit pas d'un vrai développement, la production industrielle a régressé. Ailleurs, la situation est terrible, surtout chez les paysans du nord. Le pays comptait vingt mille tracteurs, il en reste à peine un millier (on a détruit les usines et ateliers d'entretien). Un paysan n'a plus de quoi acheter un tracteur.

Votre syndicat n'a-t-il pas ap-

prouvé la privatisation ?

K. Muço. Oui, mais à condition que ce soient les travailleurs qui reçoivent les parts de l'entreprise (selon leur âge et leur carrière). Pas des hommes d'affaires ou des multinationales étrangères. Or, le Conseil des privatisations est entièrement composé de membres du Parti démocratique au pouvoir. Même les services secrets y sont représentés, mais aucun travailleur !

Le ministre du Travail affirme que le chômage a baissé à 14 %...

K. Muço. Nous estimons qu'il y a 20 % de sans-emploi. 30 % même, dans certaines grandes villes

(Elbasan, Berat, Skutari) et chez les jeunes. De nombreux emplois relèvent du marché noir, donc sans aucune sécurité sociale.

Beaucoup affirment que l'Albanie ne survit que grâce aux 600.000 travailleurs émigrés en Grèce, en Italie, en Allemagne...

K. Muço. Tout à fait ! Un cinquième de notre population a dû quitter le pays, vous vous rendez compte ! Ma propre famille compte vingt personnes en Italie. Mon frère, licencié en philosophie et parlant six langues, a dû s'installer en Autriche. Mais les émigrés sont surtout des paysans du Nord, ruinés.



File pour participer à une loterie américaine. Le lot : un visa pour les USA. Illusoire fascination de l'Occident...

Les soldes ont commencé

Rapaces : Shell, Alcatel, la sidérurgie allemande...

Fascination de l'Occident. Comment s'appellent les centaines de petits cafés-kiosques proliférant et saccageant le beau parc central et les bords de la rivière ? "London", "Deutschland", "Welcome to America". Les multinationales viennent se servir aux grandes soldes de la privatisation. Coca Cola fut la première usine étrangère. Mais les Européens sont davantage intéressés. Mussolini avait annexé l'Albanie en 1939. Aujourd'hui, 60 % des investissements sont italiens. Et 51 % des exportations. Alcatel Allemagne a obtenu la concession du GSM. Tous les pays européens rivalisent pour conquérir un nouveau marché... Mais les promesses de développement ne sont pas souvent tenues. Au lieu de 310 travailleurs, Eurotim (chaussures de sports) n'en a embauché que 80 et menace de partir. Rapace, son collègue Filanto s'est heurté à la résistance syndicale. A Ital-Druri,

la grève dure depuis des mois.

Mais les multinationales convoitent surtout les richesses naturelles. Shell, Occidental Petroleum et d'autres ont investi 80 millions de dollars dans les forages de pétrole sous-marin. Nebex a obtenu 1.000 km² de concessions pour rechercher de l'or. Pour baisser ses coûts, la sidérurgie allemande voudrait remplacer son chrome d'Afrique du Sud par celui de l'Albanie (3ème producteur mondial). La Banque Mondiale finance la privatisation de l'eau. Le régime socialiste avait réussi une prouesse en irriguant le pays à 60 %.

Qui dit capitalisme, dit spéculation : Tirana aura bientôt sa Bourse. Mais les investissements productifs restent maigres. «Les grandes puissances veulent écouler leurs produits, piller les matières premières, mais pas développer ici une économie concurrente», m'explique un syndicaliste. Effectivement, les divers

pays ex-socialistes rivalisent pour attirer le capital étranger, mais l'Albanie a peu d'atouts. L'Occident n'y a investi que 24 \$ par habitant contre 528 en Hongrie. Résultat : l'Albanie importe trois fois plus qu'elle n'exporte. La revue US World Today reconnaît que «les exportations atteignent à peine le quart de la période communiste». Le pays s'engage donc dans la spirale de la dette et de l' "assistance" : Berd, Banque Mondiale, projet Phare-Europe sont omniprésents.

En attendant la faillite totale ? Certes des couches, limitées, de la population consomment davantage. Mais la masse de la population s'appauvrit. Le nouveau "développement" capitaliste brade le pays aux multinationales. Le réveil s'annonce douloureux.

Sources : revue Albanian Observer, mars 94, janvier, avril et décembre 95, janvier 96.

Des bases militaires offertes aux USA

Pourquoi ce pays pauvre intéresse-t-il la première puissance du monde ? A ce sujet, j'ai entendu à Tirana des confidences bien intéressantes...

Renversement du socialisme. Avril 91, le PD (Parti Démocratique, de droite), perd les premières élections pluralistes. Le parti républicain US verse alors 400.000 dollars pour sa campagne électorale suivante. A ces meetings, l'ambassadeur US prendra même la parole ! Eté 91, James Baker, ministre US des Affaires étrangères, rencontre à Tirana Sali Berisha et deux autres dirigeants du Parti Démocratique. Mais aussi Valer Xheka qui deviendra président du syndicat dit "indépendant" (en réalité, lié au PD).

Quelques mois plus tard, des bandes organisées détruisent systématiquement usines, magasins, infrastructures aux cris de : «A bas le communisme, les Etats-Unis reconstruiront tout beaucoup mieux !». Ces fermetures désorganisent la classe ouvrière. Aux

élections de mars 92, après cette campagne de déstabilisation, le PD obtient la majorité absolue.

Syndicats financés par la CIA. Un syndicaliste de gauche m'a confié : «En 1991, Don Slaimen, important responsable des syndicats US AFL-CIO, en poste à Bucarest, venait ici tous les mois. Aider certains "syndicalistes" albanais à préparer le renversement du régime. Nous voulions lui parler, mais il a fait clairement comprendre qu'il était seulement là pour aider à construire le syndicat de droite. Comme avec Solidarnosc en Pologne, les Etats-Unis ont tiré les ficelles de ce syndicat». C'est la fédération des mineurs qui a excité des travailleurs à renverser la statue d'Enver Hodja.

L'AFL-CIO leur a versé 18.000 \$. Le responsable des relations internationales de ce syndicat l'a révélé en 94, parce qu'un dirigeant avait placé cette somme sur son compte personnel (les intérêts s'élevant à 20 % par mois).

Bases militaires US. Deux jours

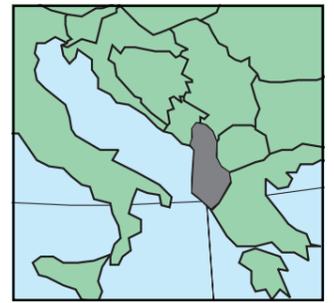
avant ma visite, le principal quotidien albanais révélait que les USA venaient d'obtenir du gouvernement deux bases militaires à Vlora et Shengjin. Et allaient y investir deux millions de dollars. En outre, durant la guerre de Bosnie, des avions-espions US décollaient de l'aéroport militaire de Gjadri.

Le dirigeant syndical Kastriot Muçi (voir p. 2) est clair : «La CIA a détruit l'Albanie. Le but des USA est de s'implanter dans les Balkans, petit pays très pauvre, plus facile à contrôler». Un vieux communiste confirme : «Chaque semaine, des militaires américains visitent notre pays. Et les manœuvres militaires, nous en avons déjà fait dix fois avec les USA».

Mais pourquoi l'Albanie ? «Regardez la carte, notre pays est au centre des Balkans, ses hautes montagnes dominant les environs. Et il a été très bien équipé militairement, le régime socialiste craignant une invasion. Les USA font du pays un porte-avions».

Albanie

- 3,1 millions d'habitants, 2/3 de paysans.
- Capitale Tirana (500.000 hab.).
- Frontières tracées en 1913 par les grandes puissances qui offrirent le Kosovo (2 millions) à leur allié, la Serbie. Manoeuvre britannique pour conserver un prétexte d'ingérence.
- Ressources : chrome (3ème prod. mondial), nickel, cuivre, pétrole, électricité.
- Age moyen : 26 ans. Espérance de vie : 70 ans (en 1938 : 38 ans).
- Monnaie : lek (0,3 FB). Dollars et marks fort utilisés.
- Histoire : avant 1941, monarchie féodale.
- 1941-1945, le parti communiste dirige une héroïque guerre de



partisans.

1945-1990 : régime socialiste dirigé par le Parti du Travail et Enver Hodja.
1991 : le Parti du Travail, transformé en PS, remporte les premières élections pluralistes.
1992 : après une vague de sabotages et de destructions économiques, nouvelles élections gagnées par le Parti Démocratique (proaméricain).

Emprisonnements politiques

Le pouvoir a condamné Nexhmije Hoxha, veuve de l'ancien dirigeant communiste, à 11 ans de prison sous un prétexte débile : elle aurait détourné... 319 dollars (9.000 FB). En fait, il s'agit de tasses, cuillers, ampoules électriques prétendument "manquants" dans l'inventaire des biens de la présidence,

en réalité cassés et renouvelés. De nombreux anciens dirigeants ont été emprisonnés sous des prétextes futiles. Un des principaux dirigeants de la résistance antifasciste, Shefqet Peci, vient de mourir en prison à l'âge de 89 ans parce qu'on refusait de le soigner. Les milieux collabos se vengent. Solidaire y reviendra...

Rivalités des puissances

Plusieurs interlocuteurs m'ont dit : «Le Parti Démocratique, c'est vraiment le Parti des Etats-Unis. Par contre, le PS joue la carte de l'Europe. Juste après avoir critiqué les USA, le dirigeant du PS, Fatos Nano, a été emprisonné». Plusieurs dirigeants PS ont été emprisonnés sous des prétextes ridicules. Le pouvoir, en difficultés, fabrique des lois pour rendre ses

concurrents inéligibles.

Avec le retour du capitalisme, l'Albanie, la Yougoslavie et les pays voisins retournent à ce qu'on appelait au début du siècle la "balkanisation" : les grandes puissances rivalisent entre elles au moyen d'Etats et de partis clients. Faibles et morcelés, ces pays reconquis sont ainsi menacés par le retour des guerres...

Le PS soutient l'Otan

Rencontre avec Ilir Meta, vice-président du PS :

- «Les USA ont soutenu le Parti Démocratique. Ils ne croyaient pas que nous n'étions plus communistes. Maintenant, il est clair que nous ne représentons pas un système social différent. Mais bien une alternative au sein du même système» (capitaliste, donc).

- «Vous prônez l'adhésion à l'Otan. Mais quand on analyse quatre années de guerre en

Yougoslavie, on voit que les grandes puissances n'ont pas été le pompier de la guerre. Au contraire, l'Allemagne a allumé l'incendie, les USA l'ont prolongé. Votre confiance en l'Otan n'est-elle pas une erreur ?»

- Il éclate de rire et me donne une tape dans le dos : «Ah, ah, vous pensez ça ! Mais que faire d'autre ? L'Otan est la principale force du monde. Nous devons compter sur elle pour protéger l'Albanie !»

Elections menacées ?

Les sondages électoraux prévoient la victoire du PS. Mais le Parti Démocratique, enrichi par la corruption et les trafics, acceptera-t-il de céder la main ? On peut se le demander... Le lendemain de mon départ, une voiture piégée explosait à Tirana (trois morts). Le président Berisha a accusé l'opposition. Mais pourquoi celle-ci saboterait-elle sa probable victoire ? C'est le régime, au contraire, qui

a intérêt à déstabiliser.

La décision sera sans doute prise par les véritables maîtres du pays : les Etats-Unis jugeront-ils le PS suffisamment fiable ? Pour le PS, par une démagogie social-démocrate et un ralentissement des privatisations, pourrait mieux "gérer" le mécontentement social croissant. Contre : il reste au sein de ce parti une aile gauche communiste minoritaire. A suivre...

Prochainement...

Dans un prochain numéro, Solidaire donnera la parole aux nouveaux communistes albanais... Quel bilan tirent-ils du socialisme et de son renversement ? Des informations aussi

sur la répression contre les anciens dirigeants communistes et les actions de solidarité. Pour nous aider à informer sur l'Albanie, nous recherchons des traducteurs.

EDITORIAL

A la contre-
attaque !

Kris Hertogen

Voulez-vous perdre une partie de votre salaire afin d'embaucher 51 jeunes ? C'est ce que le patron de Cockerill-Sambre Charleroi a demandé la semaine dernière aux ouvriers et employés. Le lendemain même, Jean Gandois, le big boss de l'acier wallon dévoilait son objectif de liquider 4.600 emplois dont deux mille à Cockerill-Sambre. Ces jeunes figuraient donc très probablement sur la liste des licenciements !

Cet exemple montre quel avenir le "Plan d'avenir" prépare vraiment aux travailleurs. Sous prétexte d'emploi, il charcute brutalement les salaires et augmente encore la flexibilité. Mais la productivité toujours plus grande et la perte de pouvoir d'achat qui en sont la conséquence, mèneront à une aggravation de la crise et à un démantèlement encore plus grand de l'emploi. Il n'existe pas de solution à la crise sous le capitalisme. Seul le socialisme peut réaliser le plein emploi. Seule la lutte peut rendre la situation plus supportable pour les travailleurs.

Sous le capitalisme, les gouvernements sont les cabinets d'affaires du grand capital. Dehaene et Di Rupo ne sont rien d'autre. Leurs lois-cadres sacrifient même la façade démocratique du parlement. En quelques mois, ce gouvernement entend saigner les travailleurs de façon terrible. Salaires, conditions de travail, Sécurité sociale, enseignement et service public : tout sera attaqué.

La concertation sert seulement à contenir la révolte des travailleurs. Si les syndicats refusent de marcher, le gouvernement le fera tout seul. Il en a été ainsi pour le Contrat d'avenir et il en sera de même pour la Sécu. Le syndicalisme de concertation, c'est la mort du mouvement ouvrier. Les syndicalistes doivent opter résolument pour un syndicalisme de classe combatif. Aujourd'hui, cela signifie préparer et organiser immédiatement la contre-attaque.

Comment ? En forgeant une unité autour de revendications qui ripostent à toutes les attaques : maintien de tous les emplois, pas de norme salariale, semaine de 32 heures avec maintien du salaire et sans nouvelle flexibilité. En rassemblant tous les secteurs et entreprises qui luttent déjà séparément, en soutenant et rejoignant les professeurs en grève. Leur prochain rendez-vous doit être aussi le nôtre : vendredi 31 mai à Liège. En organisant une solidarité et une unité concrète avec les métallurgistes et les services publics allemands. Ils luttent contre la politique qui sert de modèle à Jean-Luc Dehaene.

En exigeant des instances syndicales nationales qu'elles organisent, encore avant l'approbation des lois-cadres, une grande manifestation à Bruxelles, comme prélude à un nouveau mouvement de grève générale.

Seule la lutte peut
arrêter le Plan d'avenir

Le non de la FGTB ouvre des perspectives

Le gouvernement a préparé son plan d'avenir. Il ne tient guère compte du refus de la majorité des organisations syndicales. Ce refus doit à présent se traduire par la mobilisation et la lutte.

Kris Hertogen

La loi-cadre pour le Plan d'avenir du gouvernement est prêt. Il ne se tiendra plus que probablement qu'à l'avis émis par cinq des six organisations au sein du Conseil National pour le Travail (CNT) et le Conseil Centrale des Entreprises (CCE). Seule la FGTB a dit non. La semaine passée, le refus du contrat d'avenir a été reconfirmé par la base suite à une réunion "agitée". Cela n'était pas du goût de la secrétaire générale Mia De Vits, dont l'absence à la conférence de presse est "significative". (1) Est-elle allée chercher refuge sur le tandem avec le président du SP Tobback ?

La FGTB hors-jeu ?
Pas partout !

«La FGTB se met hors-jeu... Michel Nolle est seul» écrit De Standaard. La remarque que le journal y ajoute est significative : «L'autorité du président Nolle est en tout cas discutée. Egalement auprès des autres partenaires sociaux.» (2) Pourquoi se journal bourgeois râle-t-il ? Parce que la force de la base (délégues et secrétaires) au sein de la FGTB s'est révélée beaucoup plus importante que ne l'aurait voulu la bourgeoisie, qui veut transformer les directions syndicales en pions dociles.

Les négociations sur les contrats et plan d'avenir devaient impliquer ce sommet dans les graves attaques contre les travailleurs. Pour les travailleurs, c'est une bonne chose si les dirigeants syndicaux doivent être mis "hors jeu". Et Michel Nolle est-il si seul ? Certainement pas. Le non de la FGTB est en effet le non des travailleurs et de la majorité des organisations syndicales. Cela est aussi confirmée par Pierre Pravata, secrétaire général de la centrale chrétienne des employés CNE : «La majorité des centrales (de la CSC, ndlr) du secteur privé ont rejeté l'accord, tout comme toutes les fédérations wallonnes et bruxelloises (à l'exception de Verviers) et d'importantes fédérations flamandes, comme Anvers. Lorsqu'on tient compte que presque la moitié du conseil général de



la CSC a rejeté l'accord et que la FGTB l'a rejeté à l'unanimité, la conclusion s'impose : la majorité des organisations syndicales du front commun syndical a rejeté le projet d'accord qui leur a été soumis.» (3).

Néanmoins, la direction de la CSC met le feu au vert pour le Plan d'avenir. Comment peut-elle croire de manière aussi aveugle à la "bonne volonté" des patrons et du gouvernement ? Au même moment, Jean Gandois annonce en effet 4.200 licenciements dans la sidérurgie wallonne, le patron de la Sabena Reutlinger menace de liquider 1.700 emplois, le chantier naval de Boel passe en vente publique, la ministre PS Onkelinx maintient son plan de supprimer 2.800 emplois dans l'enseignement francophone, l'inauguration du Thalys ne peut faire oublier la liquidation de 6.500 emplois à la SNCB et... le Bureau du Plan prévoit une croissance du chômage jusqu'à plus de six cent mille ! Plan d'avenir pour l'emploi ? Non, une pièce de théâtre macabre et hallucinante avec pour enjeu de faire cadeau aux patrons d'une norme salariale, de la flexibilité et d'une diminution des cotisations sociales.

Rejeter la norme
salariale

La FGTB n'a pas rejeté la norme salariale en tant que telle mais a formulé quelques conditions à son égard. Ces conditions ne sont pas remplies. Elle est inconciliable avec le principe même d'une norme salariale, qu'on doit rejeter par principe. Par la norme salariale, les salaires belges sont alignés sur

ceux des trois pays voisins. De cette manière, la liberté des travailleurs belges de défendre leur salaire par la lutte est muselée. Les patrons peuvent augmenter leur productivité à volonté. Tout le bénéfice est pour eux : ils deviennent plus riches et les travailleurs, proportionnellement, plus pauvres.

La norme salariale renforce la spirale vers le bas et mènera à une perte du pouvoir d'achat. Il suffit de regarder l'Allemagne. Le gouvernement Kohl offre au personnel des services publics d'ici fin 1997 une augmentation de salaire d'1,5%. Moins qu'un saut d'index. Le PS et le SP prétendent que les minimaux de l'index et des augmentations barémiques sont garantis. Pour combien de temps ? Si les salaires dans les pays voisins restent en-dessous de l'index, cela aura inévitablement des conséquences sur le pouvoir d'achat des salaires belges. Le gouvernement s'y est parfaitement préparé. Dans l'exposé des motifs du projet de loi pour la sauvegarde de l'emploi et de la compétitivité : «Dans des circonstances exceptionnelles, le gouvernement se réserve en outre le droit d'intervenir... Des circonstances exceptionnelles se présentent aussi lorsque... l'évolution des coûts salariaux dépasse de manière inattendue celle des pays voisins.»

L'augmentation des coûts salariaux dans le cadre d'une réduction du temps de travail tombe sous la norme salariale. Une réduction radicale avec maintien de salaire n'est donc plus possible. Celui qui veut une réduction radicale doit accepter une diminution de salaire. Ce qu'ont rejeté les

ouvriers, employés et cadres de Cockerill-Sambre la semaine passée à une très grande majorité, devient la seule alternative possible.

La norme salariale mènera à une explosion de la participation aux bénéfices. Car pour défendre encore le pouvoir d'achat, les travailleurs et leurs délégués n'ont plus qu'une issue : la participation aux bénéfices est en effet la seule rémunération qui ne tombe pas sous la norme salariale.

La loi-cadre répète que les cotisations patronales doivent descendre au niveau des trois pays voisins. Ceci constitue une attaque contre le salaire "indirect", le salaire dont les travailleurs ont besoin quand ils tombent malades ou sans emploi. La loi-cadre ouvre la porte à une flexibilité accrue. L'avis du Conseil National du Travail répète que le travail intérimaire est autorisé dorénavant «dans chaque cas d'augmentation temporaire du travail». A partir de maintenant, la durée du travail sera calculée sur base annuelle. Tout cela se passera sans aucun contrôle syndical.

Ce que les patrons veulent, Dehaene et Di Rupo l'appliquent via la loi-cadre. Seule la mobilisation des travailleurs dans les entreprises peut barrer la route à cette loi-cadre. Organiser le plan de cette mobilisation, voilà la tâche du comité national FGTB du 4 juin. La majorité de la CSC se ralliera volontiers à un tel plan.

(1) De Morgen, 25.5.96. (2) De Standaard, 25.5.96. (3) Le Droit de l'Employé, mai 96, p.3.

SPECIAL

JEUNES



Comment continuer
la lutte en
septembre ? P 6

BD "Comment
mobiliser ?" P 7

Nous et les **profs** P 8

*PS : ce qu'on
ne dit pas à
l'école* P 12

Les droits
face aux
P 11

keufs

Rebelle, PTB : **récupération?** P 14

"Nous voulons vous faire part de nos craintes pour l'avenir d'une société que nous sommes chargés de construire. Nous sommes une génération hypothéquée par la dette publique. Nous subissons comme vous le savez tous une crise économique profonde. Nous voyons un avenir sans emploi. Nous voyons la difficulté des chômeurs, l'exclusion sociale de nos semblables et leur marginalisation lorsqu'ils se retrouvent sans emploi. Nous voyons les sans-abri, démunis de biens matériels du jour au lendemain.

Nous voyons le terrorisme, la pauvreté et l'exploitation. Nous devinons une société où l'homme est relégué au bord du monde lorsqu'il n'est pas assez rentable. Nous devinons une société où l'économie prend le pas sur le social, une société individualiste. Nous verrons la violence s'accroître, la marginalisation et la haine de l'autre. La haine, car l'autre aura peut-être un emploi, une maison, cet autre sera peut-être encore reconnu au sein de la société. Il sera peut-être un des dirigeants du monde. Et nous? Qui serons nous? Sans doute ce clochard qui demande quelques piécettes, cet enfant qui se bat pour un morceau de pain. C'est pourquoi nous sommes là aujourd'hui; pour défendre notre génération sacrifiée.

Le mouvement des élèves du secondaire de Charleroi, dossier de presse, 8/3/1996.



L'ELAN EST DONNE

POUR UNE

LUTTE PROLONGEE

Jean-Yves, délégué de l'école d'hôtellerie, Liège. En un an de lutte j'ai appris plus qu'à rester cinq ans sur les bancs d'école. Parce qu'on n'est pas des cons: on a pris conscience que derrière le gouvernement, il y a le patronat. On arrête pas de crier: "parodie de démocratie" dans les manifs en voyant les flics nous taper sur la gueule. C'est parce qu'on a compris que la démocratie du gouvernement, des patrons, n'est pas la même que la nôtre. Nous on veut le retrait du décret, le refinancement. Eux, tout ce qu'ils veulent, c'est conserver leur fric pour que vive leur système. Avant le mouvement, je m'emmerdais à l'école. J'ai commencé en général et après quelques années je me trouvais en professionnel. Le seul but dans ma vie c'était d'ouvrir un restaurant, me crever 15 heures par jour et me faire un tas de pognon. Maintenant après avoir lutté, j'ai décidé d'étudier le droit. Je veux devenir avocat pour être au service du peuple et pas le mien. Dans l'Echo de la Bourse, Di rupo a dit: "Tant que les jeunes seront dans la rue, on ne

saura pas réformer la sécu". Notre lutte est le début d'une longue bataille, pas seulement pour l'enseignement, mais pour toute la société. Le gouvernement a déjà annoncé des mesures budgétaires jusqu'à l'an 2013. Je ne connais pas ton âge, mais moi je refuse d'être un poste au contrôle budgétaire jusqu'à mes 35 ans. Pour cette raison on doit continuer à dire "non". Non au décret, non à ce carcan budgétaire, non à la logique de la compétitivité, non à la prétendue "solidarité entre les pauvres". En septembre, on dira toujours non.

Une nouvelle génération de jeunes révolutionnaires est née!

Mais comment avez-vous fait?



1 Voilà comment les médias nous présentaient avant le mouvement...



Cinq doigts, ce ne sont que cinq doigts. Mais un poing c'est une force!

Mais qu'est-ce que tu baves?



3 Ben, l'unité fait la force. Pour la première fois dans le secondaire, nous nous sommes organisés dans des comités : à l'école, par région, et même au national ! C'est le pied!



2 On nous poussait les uns contre les autres : latin-maths contre professionnels, Belges contre immigrés. Mais, cette année, on a tous réagi ensemble pour sauver l'enseignement : chose impensable il y a quelques années !



4 L'Histoire de Jamal nous montre bien qu'ensemble nous pouvons gagner. Suite à la manif du 28 mars à Liège, il a été arrêté et risquait de 1 à 5 ans de prison. Mais derrière lui, il y avait tous les comités d'étudiants et les profs pour le soutenir. On était 300 à son procès, il est passé à la télé et dans les journaux. Résultat : acquitté !

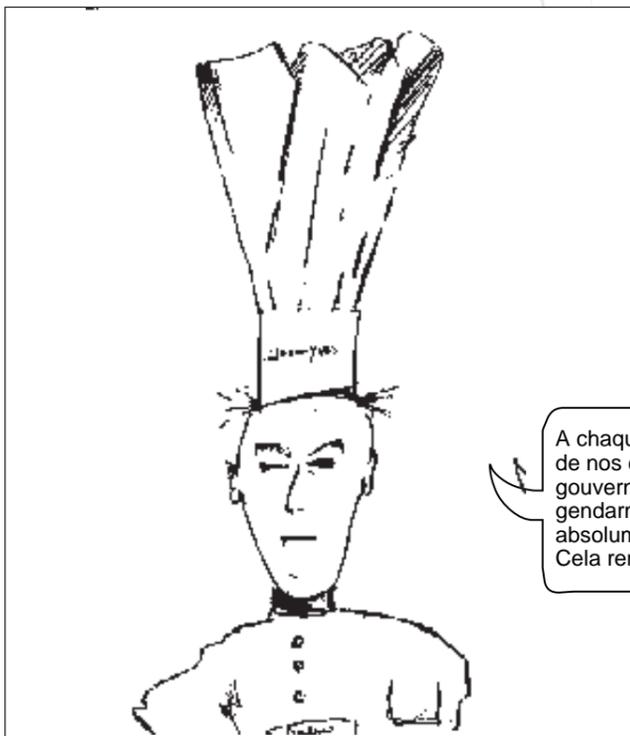


Les masses sont les véritables héros.

5 Mao Tse Toung avait bien raison de dire :



6 C'est vrai, que « les masses » (euh, c'est-à-dire nous, merci, merci) ont été vachement créatives cette année. Les chansons, on s'en souviendra. Bloquer une rue, c'est devenu vraiment banal. On a même manifesté la nuit (tu te souviens le 1er avril devant la zone neutre ?).



A chaque nouvelle attaque de nos ennemis (Onkelinx, le gouvernement, les gendarmes...) nous devons absolument réagir. Cela remotive nos troupes.

Être représentatif : élupar la majorité et pouvoir être démis par la majorité	Etudier les décrets, lire la presse tous les jours... et informer un max tous les élèves !
Instaurer la démocratie à l'école. Ecouter ta base, résoudre leurs problèmes (exemple : examens).	Diviser les tâches, mettre le plus possible des gens au travail.

7 Mais les masses ont besoin de dirigeants. Jean-Yves est délégué à l'école d'Hôtellerie de Liège. Pour lui, un délégué a quatre missions à remplir :



8 Après le tabassage du 28 novembre,



9 la DIES a lancé une pétition pour exiger la démission de Dehousse.



10 Après les menaces d'Onkelinx sur les examens et les homologations,



11 le comité de Dachsbeck à Bruxelles a réagi par une pétition envers les parents et les élèves et l'A.G.E.B. a réalisé un dossier de presse.

12

Eh bien, quand on voit tout ce qu'on a fait cette année, on ne peut dire qu'une chose : une nouvelle génération de révolutionnaires est née !

Qui sont nos ennemis, qui sont nos alliés ?

Ce que pensent les patrons de notre lutte

Hahn : « Comment peut-on demander aux élèves ce qu'on doit leur dispenser comme enseignement ? Ce n'est pas à eux de décider ce qui leur convient ou non ». Ou encore : « Je suis pour une démocratie musclée, où l'on respecte les règles du jeu ». **DeLaunois**, administrateur-délégué de Cockerill-Sambre : « Soyez réalistes, il ne peut pas et il n'y aura pas de refinancement de la Communauté Française. ».

L'école que veulent les patrons

La Table Ronde des Industriels, représentant les plus grandes entreprises en Europe, déclare en 1989 : « Compétence et éducation sont des facteurs de réussite vitaux. C'est la raison pour laquelle nous rappelons l'importance stratégique de l'éducation pour la compétitivité européenne ».

Selon la **Kredietbank**, « l'enseignement n'augmente pas nécessairement la productivité de celui qui le suit ; c'est simplement un mécanisme qui sélectionne les individus selon leurs talents ».

Hahn, patron des patrons wallons (UWE) : « Le struggle for life (la concurrence) existe bien. Pourquoi donc ne pas l'apprendre dès l'école ? »

Quand Picsou veut décider de tout

Les patrons s'en mettent plein les poches en exploitant les autres. Albert Frère, de la BBL, se fait 15 millions par jour ! Les patrons se sont partagé 821 milliards de bénéfices en 1994 ! Les poches pleines sont une minorité mais cette minorité décide de tout... Comment est-ce possible ? Parce qu'ils ont une arme : l'Etat. Cet Etat a réduit de moitié l'impôt sur les bénéfices en 15 ans : nous exigeons un retour à 40%. Cela rapporterait 150 milliards par an !



La justice obéit: elle jugeonne

La justice au service des patrons va vite : trois semaines après son arrestation, Jamal, un étudiant, a été jugé. Les lois ne sont pas de notre côté. Un gueulophone, en justice, s'appelle « incitation à l'émeute ». Lancer un oeuf, c'est le crime suprême : « rébellion armée ». Il est vrai qu'une autopompe, une matraque ou une bombe flash, ce ne sont pas des armes...

La matraque obéit: elle bastonne

A propos de la manif du 2 avril à Bruxelles : « Un handicapé à qui on refuse de "fuir" et qui se fait bastonner, un gosse de 14 ans fauché d'un coup de godillot puis "achevé" au sol à coup de matraques, un manifestant jeté au pavé et tabassé par six ou sept policiers qui l'assomment à coups de pied (dans les côtes et le bas ventre) et à coups de matraque (sur la tête, sur les mains). Dans les yeux de ces policiers, il y avait tout simplement de la haine ». (Le Soir, 3 avril)

Nous, on dit "non", "non" et "non" !

Voilà la pyramide qu'on va renverser, voilà nos ennemis. Ils ne peuvent plus nous museler. Lénine a dit : « Quand le peuple ne veut plus et que le gouvernement ne peut plus, alors les conditions sont mûres pour la révolution ». On peut s'attendre, dans les prochaines années, à de nombreuses luttes. Tremblez, tremblez, patrons, la révolution est en marche !

Les profs

Cette lutte nous a montré que nous avons un point commun avec nos profs : ce ne sont pas eux qui ont fait les décrets ! Ils vont devoir économiser, tout comme nous, dans les années à venir. C'est ce qui nous unit de plus en plus, dans la rue, aux piquets, brisés par les coups de matraque. Bien sûr, il y a des profs de droite et des profs de gauche, comme il y a des étudiants de droite et de gauche. Nous devons rallier un max de profs et de jeunes à la lutte.

« Oui, mais une fois qu'ils rentrent en classe, les profs nous font chier de nouveau. Même les profs combattifs oublient tout ce qu'on a vécu ensemble » Non, tous les profs n'ont pas oublié ce qu'ils ont appris dans la lutte ! Quant aux autres, il faut savoir qu'ils doivent donner cours dans un certain cadre : notre école est une école capitaliste, donc autoritaire, avec des punitions, des relations autoritaires, sans démocratie.

Les étudiants flamands

Leur enseignement connaît les mêmes réformes que chez nous (la dictature des patrons ne connaît pas de frontières linguistiques). A Anvers, les étudiants ont mis sur pied un comité (ASOK). Le 21 mai, ils ont organisé une action rassemblant quatre écoles.

Le cabinet du ministre de l'Education Vanden Bossche a téléphoné le jour même à la direction : « Ces actions doivent cesser immédiatement ». VDB a déjà peur ! A cause de la lutte des étudiants francophones.

Les étudiants néerlandophones ont écrit une chanson bilingue : elle exprime leur volonté d'avoir une lutte unifiée, francophones et néerlandophones ensemble. « Vlamingen en Walen die kwamen eens op straat Een democratisch onderwijs dat is waar het om gaat Want alleen is maar alleen en de strijd is overal C'est pour ça que je veux une grève nationale ».

Les ouvriers

Ils sont les premières victimes de la rage d'économies imposée par les patrons. L'exploitation, ils la sentent dans leurs tripes tous les jours. C'est pourquoi on trouve, chez les ouvriers, nos alliés les plus motivés, les plus combattifs. Ce sont eux, aussi, qui peuvent faire souffrir le plus les patrons : quand les ouvriers font grève, le patron ne fait plus de bénéf. Toute sa belle machine est à plat. Va aux usines avec ton comité. Distribue des tracts avant toutes les manifs, pour inviter des délégations d'ouvriers. Organise la solidarité et va les voir quand ils sont en grève !

Je m'appelle Charles-Hubert...

Mon père est cadre à VW. J'habite une villa entourée d'un jardin à Rhodes-Saint-Genèse. Il y fait calme et quand il y trop de bruit (le jardinier tondant la pelouse), je me retire dans ma chambre. Chaque semaine, mon prof particulier vient me donner des cours de rattrapage. Si je réussis mes examens, mes parents m'offrent un voyage aux USA. Camotive ! A la rentrée, je ferai polytechnique. Ma mère a déjà acheté tous les livres. J'en fais pas trop : le directeur de l'école est un grand ami de mon père.

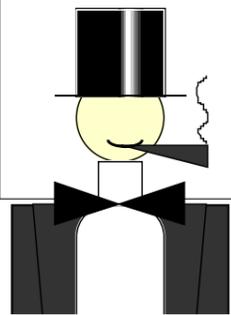


Je m'appelle Céline...

Mon père est ouvrier à VW. Il travaille la nuit. Je ne le vois jamais. Pendant la journée, il dort, je ne peux pas faire de bruit. Ma mère a été virée du GB, elle est à l'assurance maladie. Après l'école, je m'occupe de mes deux frères. Notre maison est toute petite. Je dois étudier dans la cuisine. Ma mère ne peut pas m'aider pour mes devoirs. Elle sait à peine lire et écrire. Après mes examens, je chercherai un travail. On a besoin d'argent.

Les enfants d'ouvriers sont-ils plus cons ?

Sur 100 enfants de cadres



- 4 doivent doubler la 1ère primaire
- 13 ont un retard à la fin des primaires
- 80 terminent le secondaire général
- 3 terminent le secondaire professionnel
- 68 entament des études supérieures

Pourtant, les enfants d'ouvriers ne sont pas plus cons que les enfants de cadres. Comment expliquer ces différences ? Par le fait que nous vivons dans une société divisée en classes sociales.

La division en classes sociales domine l'école

Les enfants d'ouvriers et les enfants de cadres n'ont pas les mêmes chances de développer leurs capacités. Ils appartiennent à des classes sociales différentes. Cela détermine tout leur univers. Les enfants d'ouvriers ont des possibilités matérielles limitées pour leurs études. Leur avenir n'est pas motivant. Pourquoi étudier si c'est pour aller au chômage ? Tant que cette division en classes sociales existera, l'enseignement ne pourra offrir des chances égales à chacun, il ne pourra être vraiment démocratique. Une sélection pratiquement automatique dirigera les enfants d'ouvriers vers le technique et le professionnel. Pas parce qu'ils

sont plus cons, mais parce que la société ne leur donne pas les mêmes chances.

"L'enseignement vise à retirer aux opprimés les moyens de se révolter" (Marx)

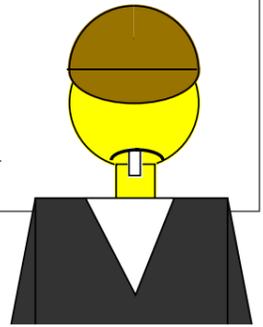
Marx et Lénine ont été très clairs : "L'enseignement est une machine destinée à reproduire la division fondamentale de la société en classes et à retirer aux classes opprimées les moyens de se révolter."

La bourgeoisie n'a pas seulement besoin d'un parlement, d'une police et d'une gendarmerie pour imposer son pouvoir, mais aussi de l'école. Pour imposer son idéologie, ses mensonges. Aucun d'entre nous n'a appris à l'école comment organiser une grève, comment résister aux flics. Par contre, on y apprend que le socialisme (sous Lénine, Staline ou Mao) est une "dictature" parce que les ouvriers sont au pouvoir.

La vraie différence entre le général et le professionnel

La principale différence entre l'enseignement général et le technique ou le professionnel ne réside pas dans la difficulté. Les patrons veulent réserver le général aux jeunes qui vont diriger le monde (patrons, cadres, politiciens) dans l'intérêt de la bourgeoisie. Du professionnel doivent sortir de braves, parfaits et flexibles ouvriers au service des patrons. A cet effet, on leur donne le moins de bagage possible. Des ouvriers qui n'ont pas eu de cours d'histoire ne peuvent pas savoir que le capitalisme est limité dans le temps et peut être détruit. Des ouvriers qui n'ont pas eu de cours de droit ne savent pas qu'ils ont des droits. Le projet pédagogique d'Onkelinx illustre cela parfaitement : "la formation dans l'enseignement général doit retrouver un caractère plus général. La formation doit viser à apprendre à apprendre. Elle est à la fois transmission d'un héritage

Sur 100 enfants d'ouvriers non qualifiés



- 21 doivent doubler la 1ère primaire
- 50 ont un retard à la fin des primaires
- 36 terminent le secondaire général
- 33 terminent le secondaire professionnel
- 9 entament des études supérieures

culturel, et apprentissage de la pensée autonome." (proposition 6)

"La formation qualifiante doit être réorganisée autour des profils de formation mis au point par une commission qui comprend des représentants des entreprises. Les employeurs sauront clairement que tel diplôme technique ou professionnel correspond à telles ou telles compétences requises." (proposition 7)

Un enseignement démocratique est-il possible sous le capitalisme ?

Si nous voulons un enseignement démocratique, nous devons avant tout nous battre pour une société sans division entre classes. Donc Rebelle lutte pour la destruction du système capitaliste. C'est seulement dans une société socialiste, quand la classe ouvrière est au pouvoir, que l'enseignement donne toutes ses chances à chacun. Mais entre temps, nous devons

nous battre pour avoir un enseignement le plus démocratique possible sous le capitalisme. Plus les travailleurs auront accès au savoir, mieux ils pourront lutter contre le capitalisme.

* **Classe sociale** : groupe de personnes occupant la même place dans la production économique. Dans notre société, il y a essentiellement deux clas-

ses sociales. La classe de la bourgeoisie qui possède les moyens de production, machines, usines, etc. et la classe des travailleurs qui ne possèdent aucun moyen de production et doivent vendre leur force de travail à la bourgeoisie. Celle-ci n'en paie qu'une partie sous forme de salaire et empoche l'autre sous forme de bénéfices. C'est le fondement du capitalisme.

J'étais prof sous le socialisme...

Hans Joachim Grosse a été prof d'histoire en RDA pendant 43 ans : "Nous avions une école unique pour tous les enfants de 6 à 16 ans. Il n'y avait pas de sélection avec des options hiérarchisées. Nous avions pour but que tous les enfants atteignent l'objectif de la classe. Pour celui en difficulté, il y avait des classes de

devoirs et une aide individuelle. Les devoirs étaient faits avec l'aide des profs. Très peu doublaient : 94% atteignait la 10ème classe à l'âge prévu. L'enseignant avait une mission sociale et était jugé là-dessus : il devait aider les enfants de la classe ouvrière. Evidemment, l'enseignement était complètement gratuit."

Mon arrière-grand-père

MON ARRIÈRE-GRAND-PÈRE



Désiré
(1882-1915)

Militant socialiste. Envoyé à la guerre 14-18 par le dirigeant socialiste Vandervelde pour "sauver la patrie" (en fait se battre au profit des banquiers). Tué sur l'Yser.

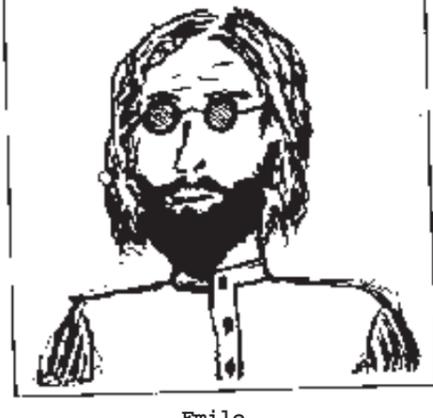
Mon grand-père



Jules
(1909-1945)

Militant socialiste. Résistant dès 1940, dénoncé en 1944 par un partisan de De Man (dirigeant PS collabo). Mort à Dachau un an plus tard.

Mon père



Emile
(1944-1994)

Sidérurgiste, licencié par le socialiste Claes en 1984. Plus de boulot (trop vieux). Touchait 11.000 F de chômage parce que cohabitant. Mort chômeur.

Moi



Moi
(1979- ?)

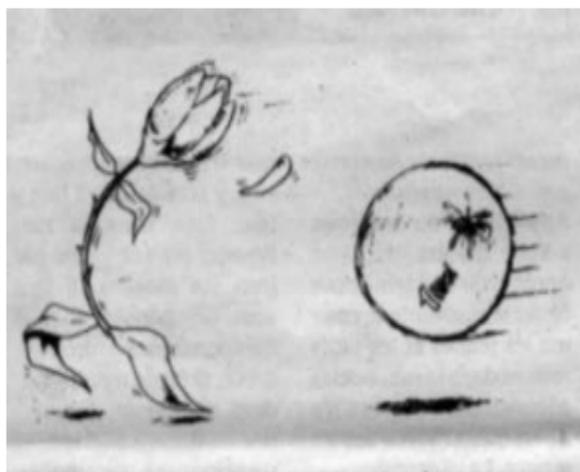
Militant étudiant chassé de mon école par Onkelinx (PS) en avril 96 pour "absences injustifiées". Je ne veux plus me faire niiquer par le PS, je lutte avec Rebelle.

Ce qu'on ne nous dit pas à l'école sur le PS

"Le PS défend l'école des riches, réduit l'encadrement, tabasse les étudiants. Salauds !" entend-on dans les manifs...

"Oui, mais avant, le PS était quand même mieux!"

Peut-on en être sûr ? L'ancêtre du PS, le POB, a été fondé en 1885. Son premier président, César de Paep, nous indiquait déjà la voie choisie dès 1890 : « Nous voulons le suffrage universel pour éviter une révolution, suf-



frage universel ou bouleversement universel, tel est le dilemme qui se pose au peuple belge ». Le Parti socialiste n'a jamais voulu faire la révolution, il a toujours voulu gérer le capitalisme. Dans tous les moments cruciaux où le capitalisme était en danger, le Parti socialiste s'est

battu pour sauver le système contre les intérêts mêmes du peuple et au seul bénéfice du patronat. Quelques exemples...

En 1913, pour bien encadrer les grèves et pour les maintenir dans le cadre de l'ordre établi, le POB reçut des centaines de milliers

de francs du patronat. Effectivement, des patrons "intelligents" donnaient de l'argent parce qu'ils comprenaient que si les dirigeants socialistes perdaient le contrôle des travailleurs cela profiterait aux révolutionnaires.

En 1914, la bourgeoisie décida de se lancer dans une guerre mondiale pour se repartager les marchés et les colonies. Vandervelde, le 2ème président du PS, lança une campagne dans la classe ouvrière pour l'envoyer au carnage. Les travailleurs devaient se ranger derrière leur bourgeoisie et tirer sur le prolétariat d'en face. Ce "socialisme" - là ça coûta la vie à des millions de travailleurs au seul profit des capitalistes.

Le troisième président du PS, Henri De Man déclara à

l'arrivée des nazis en Belgique : « Ne croyez pas qu'il faille résister à l'occupant; acceptez le fait de sa victoire. Pour les classes laborieuses, cet effondrement d'un monde décrépit, loind'être un désastre est une bonne nouvelle. » (1) La direction ne rejetait même pas la collaboration avec les nazis ! Cette leçon d'histoire, on ne la donne pas à l'école !

"Mais dans le PS, il n'y a quand même pas que de mauvais types?"

C'est vrai, mais la gauche du PS est impuissante face à l'orientation politique de ce parti. L'attitude actuelle du PS n'est nullement un virage à droite ou une trahison. Le PS reste ce qu'il est depuis sa fonda-

tion car il n'a jamais voulu rompre avec ce système injuste et criminel qu'est le capitalisme. Il a choisi la voie des réformes pour combattre la voie révolutionnaire. Il ne faut donc rien attendre de ce parti : il ne peut pas changer car il est pour le capitalisme et disparaîtra avec lui. La gauche du PS n'y peut rien et n'est tolérée que pour tromper les militants de base en période de crise. Le véritable choix se résume ainsi : réforme ou révolution. Le PS a choisi la réforme depuis plus de cent ans. C'est pour quoi nous proposons aux gens honnêtes et de gauche du PS de quitter ce parti au service des patrons et de rejoindre ceux qui ont opté pour la deuxième solution : la révolution.

(1) Henri De Man, Après coup, p 319.

L'école de la rue: on n'a pas perdu son temps...

Lutter ne sert à rien ? Mon œil ! Dans ce mouvement, les jeunes apprennent ce qu'ils n'auraient jamais appris sur les bancs de l'école : rôle des flics, vrai visage de la soi-disant démocratie... Et aussi : qu'est réellement ce "respectable" PS ? Écoutons Zoé, Julien et Myriam...

Julien (Dachsbeck) : "Le PS n'est pas un parti démocratique : il nous traite de socialofascistes, se plaint de l'offense grave portée par les enseignants à la "démocratie" le 1er mai, mais cela fait trois mois qu'il ne nous écoute pas, nous fait matraquer, nous menace. Ce parti n'a rien à voir avec le socialisme. Il défend simplement les intérêts du patronat contre les intérêts de la classe ouvrière. Ni plus ni moins."

Zoé (Charles Janssens) : « Quand le PS est au pouvoir, c'est les pauvres qui vont se faire voir. » Ce slogan souvent utilisé lors des manifs, est-il justifié ou exagéré ? Justifié ! Il suffit de penser au Contrat d'avenir, au décret Onkelinx et aux lois Vand Lanotte. Ce parti ne respecte même pas les règles de la démocratie "bourgeoise" en introduisant les pouvoirs spéciaux qui am-

putent le pseudo pouvoir du parlement. La dictature de la bourgeoisie n'a même plus besoin de masque. Une question doit être posée : d'où ce parti tient-il son nom ? Auraient-ils confondu "socialiste" et "libéral" ? Ou alors, ils ont choisi "socialiste" dans le but de tromper les gens ? J'opterai pour la deuxième solution, car ce nom n'est qu'un masque, et c'est en



regardant leurs réformes, la manière dont ils défendent les fascistes (cfr. Tobback contre Louvain Sans Fascisme) et comment ils osent faire tabasser les étudiants qu'on comprend qui ils sont : un parti de droite qui défend et soutient le capital



Myriam (Dachsbeck) : Mme Onkelinx, je fais partie de ces milliers d'étudiants qui, en attendant vos projets pour l'enseignement, s'affolent pour leur avenir. Mes parents ne veulent pas que je participe aux manifestations, quoiqu'ils comprennent ma réaction, et ne veulent pas que je m'oppose au parti pour lequel ils ont voté la plupart du temps. Mais malgré tout, je

continue à lutter contre votre décret inadmissible qui ne vise qu'à creuser le fossé entre les classes sociales. Bien que je sois mineure, (ils ne savent pas réfléchir n'est-ce pas ?), je suis certain d'avoir raison de penser ainsi.

J'en sais également assez pour affirmer que ce n'est pas l'école de la réussite que vous êtes en train d'élaborer mais certainement l'école de l'élite. A présent, j'ai 17 ans, ce qui signifie que l'année prochaine, j'en aurai 18. Sachez qu'aux élections, je ne suivrai pas les habitudes de mes parents en votant PS ! Et croyez bien qu'en tant que déléguée, je convaincrai ma classe, mes amis, mes proches et, plus tard, sans doute mes enfants d'en faire de même.

Qui a du sang sur les mains ? Les crimes du PS ...

Al'école, on apprend que le communisme et Staline ont tué des millions de gens. Que notre gouvernement est démocratique et que le parlement émane du peuple. Ceux qui se battent depuis des mois contre Onkelinx savent ce qu'il en est !

Mais comment peut-on encore être communiste aujourd'hui ?

La classe bourgeoise a toujours accusé ses ennemis, les révolutionnaires, des pires crimes. En 1917, en Russie, un peuple a

réussi à chasser les capitalistes du pouvoir. Sous la direction des bolchéviks, les travailleurs russes ont exproprié les patrons, distribué les terres aux paysans pauvres et mis fin à la guerre qui avait déjà coûté la vie à des millions de Russes. Immédiatement, les bourgeoisies occidentales se sont déchaînées : « Les bolchéviks mangent les petits enfants, brûlent les églises et tuent les curés, ils massacrent les opposants par millions ». Pourtant, il faut savoir qu'au cours de la révolution, il n'y eut presque pas de victimes. Ce n'est que suite à l'agression des armées occidentales qu'il y a eu des millions de morts dans une guerre de plus de trois ans. Nos médias inventent les pires horreurs sur le socialisme, mais cachent les horreurs bien réelles commises par les partis au pouvoir en Occident et leurs alliés dans le Tiers Monde. On t'a dépeint de

manière atroce l'intervention de l'armée place Tian an Men à Pékin en 1989. Il y a eu 300 morts, dont plus de la moitié étaient des soldats lynchés par des manifestants manipulés par les services secrets américains. Sais-tu qu'au même moment, à Caracas, capitale du Venezuela, mille personnes ont été tuées par l'armée du régime pro-occidental ? C'étaient des pauvres se révoltant contre le Fonds Monétaire International, lequel exigeait des hausses de prix faramineuses. Notre presse n'en a soufflé mot. As-tu déjà entendu à la radio l'information suivante : « Au Rwanda, les partisans d'Habyarimana, armés par les gouvernements belges et français, ont perpétré le pire génocide depuis les nazis. Ils ont systématiquement préparé et exécuté les massacres. Notre gouvernement, au courant, a laissé faire ». Non. Jamais on ne te montre les massacres per-

pétrés au nom de la défense du "monde libre". Et si on les montre, jamais on n'en explique les causes. Jamais on ne t'explique que ces massacres servent à maintenir en place des régimes antipopulaires favorables à nos capitalistes.

Sais-tu que...

Sais-tu que la CIA a fait assassiner 200.000 communistes en Indonésie en 1965 ? Que les Américains ont tué un million de Vietnamiens dans les années 60 et 70 ? Que l'Afrique du Sud et les Etats-Unis ont armé une guérilla en Angola qui a tué des centaines de milliers de gens ? Que les mêmes ont armé les tueurs du Renamo, au Mozambique (900.000 paysans tués) ? Te souviens-tu de la Guerre du Golfe qui a tué 820.000 personnes, des enfants pour la plupart ? Sais-tu que cette guerre servait uniquement à em-

pêcher que l'Irak augmente le prix de son pétrole ? C'est vrai qu'il y a de la répression sous le socialisme aussi. Mais sous le socialisme, la répression frappe les exploités, les ennemis du peuple. Dans les années trente, l'Armée Rouge de Staline a protégé les paysans pauvres qui voulaient collectiviser les terres. Elle a dû tirer sur les paysans riches qui ne voulaient pas mettre en commun leurs terres, tuaient le bétail, brûlaient les récoltes et assassinaient les communistes.

Evidemment, nos riches ont parlé tout de suite de génocide. Car pour eux, tuer un exploité, c'est un génocide. Tuer des millions de travailleurs, c'est défendre le "monde libre". Nous nous battons aux côtés des peuples du Tiers Monde, des travailleurs d'ici, des exclus. Leur seul espoir, c'est le socialisme. La falsification de l'histoire et de la réalité actuelle sert qu'à détourner du socialisme ceux qui se battent et à les enchaîner à jamais au capitalisme.

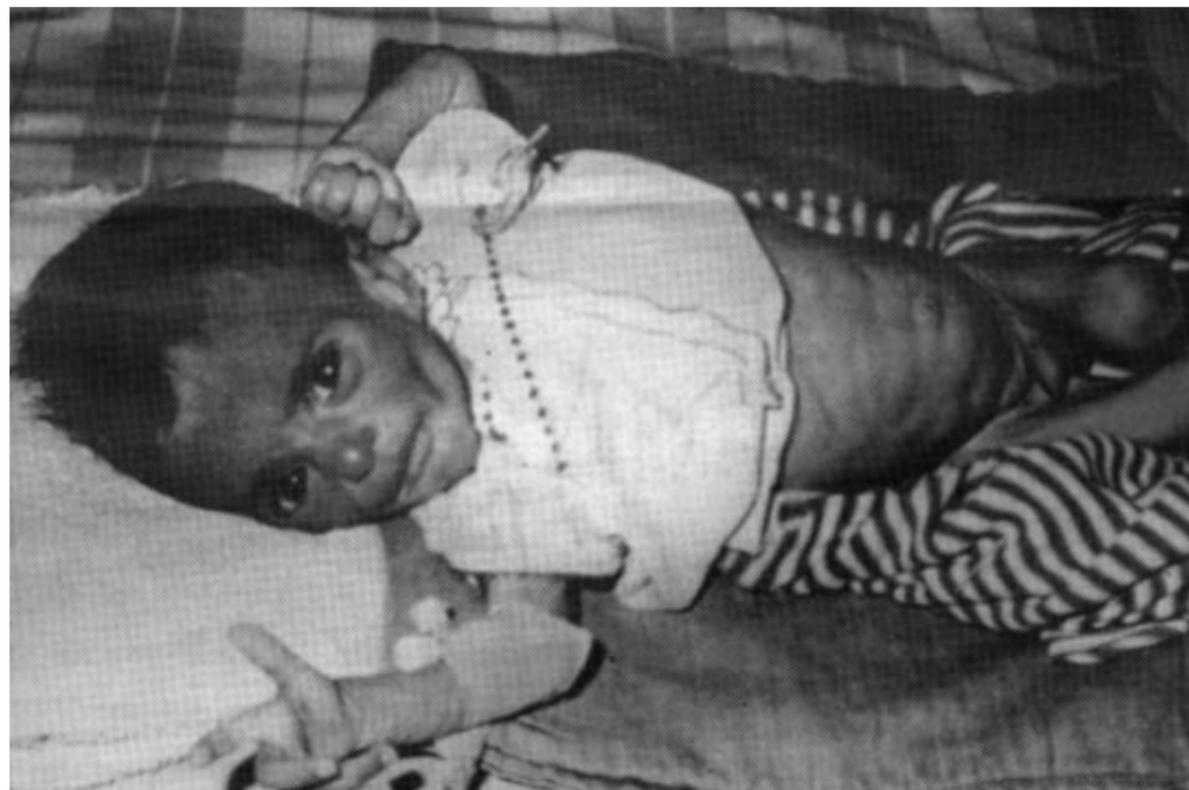


"Sauf le PTB, tout le monde est contre Staline. Pourquoi?"

C'est la question qu'un délégué a posée à Nadine Rosa Rosso, secrétaire générale du PTB. Nadine : "En fait il s'agit surtout d'une attaque personnelle contre Staline. La bourgeoisie parle, sans preuve, de millions de morts mais on ne fait jamais une analyse sérieuse et profonde de Staline. On ne cite jamais ses textes, on se sert de stéréotypes et d'arguments démagogiques. Pourquoi s'attaquer plus à Staline qu'à Mao ou Lénine ?

Nadine : "Staline est l'hom-

me, qui à la direction du Parti Communiste de l'URSS, a vraiment construit le socialisme dans son pays. C'est lui qui a vaincu le fascisme. C'est aussi pourquoi il est l'objet de tant de haine de la part de la bourgeoisie. Les ennemis du socialisme faisaient croire qu'ils trouvaient Lénine et le communisme positifs, que le mauvais élément c'était Staline. C'était une tactique car Staline a toujours appliqué scrupuleusement les idées de Marx et de Lénine. Si vous voulez vraiment savoir qui était Staline et ce qu'il a fait à l'époque, je vous propose de lire "Un autre regard sur Staline." Ce livre analyse tous les documents en rapport avec Staline et la construction du socialisme en URSS. Ces documents proviennent aussi bien de sources soviétiques que de sources anticommunistes.



Pour empêcher l'Irak d'augmenter le prix de son pétrole, nos gouvernements ont fait la guerre et tué 820.000 Irakiens, surtout des enfants. Le ministre belge de la Guerre était un PS, Guy Coëme...

Les trotskystes dans l'ombre du PS

Cette phrase de Che Guevara (1) étonnera les jeunes qui nous disent souvent : pourquoi ne pas faire l'unité avec les trotskystes ? Les trotskystes (Le POS et les JGS, La lutte, Socialisme international) font mine de dénoncer et

d'attaquer le capitalisme. Ils utilisent souvent un vocabulaire proche de celui des véritables révolutionnaires. Mais, si on analyse leurs textes et étudie leur attitude depuis plus d'un demi-siècle, on constate qu'ils en arrivent

toujours à déclarer la révolution impossible. Et, si une révolution l'emporte, malgré leurs prédictions défaitistes, ils n'ont de cesse de condamner et d'insulter les peuples révolutionnaires. Un exemple. Après la révolution bolchévique, ils ont semé le défaitisme. Ils ont dit qu'il était impossible de construire le socialisme dans un seul pays. Aujourd'hui Socialisme International dit toujours au sujet de l'URSS : « La base économique arriérée ne permettait pas la construction d'une société socialiste » (3). Que devaient faire alors les bolchéviks ? Rendre le

pouvoir aux capitalistes ? Ensuite, motivés par leur haine obsessionnelle de Staline, ils ont appelé les Russes à renverser le pouvoir soviétique au moment où Hitler menaçait l'Union soviétique. Ils auraient livré l'URSS aux nazis. Le POS écrit à propos de Cuba : « Le socialisme dans une seule petite île était de toute évidence encore plus irréalisable que sur le territoire soviétique » (2). Pour les trotskystes, le peuple cubain aurait dû rester sous domination américaine et l'URSS sous la dictature du tsar. Comme la révolution est

impossible à leurs yeux, les trotskystes ne voient qu'une alternative au capitalisme : le capitalisme... dirigé par des partis comme le PS. En 1992, Le POS nous rigolait au nez quand nous affirmions que le PS était un parti bourgeois (3). Et Socialisme International feint de découvrir que le PS « a choisi de rejoindre la droite ». Comme si le PS avait été un jour à gauche ! Che Guevara avait vu clair.

(1) Che Guevara, Oeuvres VI : Textes inédits. Petite collection Maspéro, p 184.

(2) La gauche, N°3, 9 février 96, p12

(3) Socialisme international, n°82, février 96, p9



Avec Rebelle, tu peux assister à des débats sur le bouquin ci-dessus. Intéressé ? Contacte-nous !

" Nous considérons que le parti trotskyste agit contre la révolution"

Che Guevara



Le socialisme,
c'est la révolution,
dirigée par un parti communiste.
Le socialisme,
c'est le peuple travailleur au pouvoir.
Le socialisme, c'est une production
rapide et planifiée au service du peuple.
Le socialisme, c'est satisfaire, en Chine,
les besoins d'un milliard de personnes.
Le socialisme, c'est, malgré 37 ans d'em-
bargo sur Cuba, l'enseignement gratuit,
la médecine gratuite, le logement gra-
tuit, ...
Le socialisme, c'est du travail pour tous.
Le socialisme, c'est travailler pour les be-
soins de tous et pas pour une poignée de
patrons.
Le socialisme, c'est... l'avenir !

Une seule
solution !
à
socialisme

En Corée,
les jeunes
sont trois

Imaginez un palais énorme, avec 600 salles. Chaque jour, 13.000 enfants y jouent des instruments, peignent, dansent, font du sport, ... gratuitement. C'est "le palais des enfants" à Pyongyang, la capitale de la Corée du Nord. Il y en a dans chaque ville de Corée.

Imagine : une longue avenue avec des dizaines de stades. Pour chaque discipline sportive, un stade

olympique accessible à tous.

Imagine un "palais populaire pour les études", où on peut consulter, emprunter, lire plus de 30 millions de livres dans l'une des innombrables salles mise à votre disposition... gratuitement bien entendu.

Imagine... l'enseignement gratuit, de la crèche à l'université. Tout est compris, même les repas. Et tu reçois encore une bourse pour les frais extra-scolaires.

Imagine... des ouvriers qui décident de se remettre aux études, et ont accès sans problème à l'université. Ils touchent leur salaire normalement et, lorsqu'ils arrêtent leurs études, ils peuvent se remettre tout de suite au travail.

Tu penses peut-être : c'est impossible, c'est le paradis... Non, c'est le socialisme où le collectivisme est une qualité, et non l'individualisme.

Barbara
Yadira
Mellado Pérez
est cubaine

Elle étudie la sociologie. Elle siège avec onze autres jeunes au Parlement cubain. Ce n'est pas un Parlement comme le nôtre. Là, ce sont les jeunes et les travailleurs qui prennent

les décisions. Ici, les parlementaires sont les marionnettes des patrons. Elle a envoyé un message de solidarité à tous les jeunes belges en lutte pour l'enseignement. «De telles mesures ne passeraient jamais chez nous. A Cuba, l'enseignement est une des priorités inviolables. L'intervention de la police contre les jeunes est tout simplement horripilante. Et dire qu'on parle de démocratie, de droits de l'homme, de liberté de la presse. Un régime qui ne consulte les gens sur rien, ne se justifie pas, et qui préfère tenir les jeunes et les travailleurs à l'écart et les rend politiques, stimule l'individualisme et l'ignorance. A Cuba, l'implication de chacun de nous dans les décisions centrales est très grande et cela stimule la vie collective.»

Nadia
Moscufo

Je rentre d'un voyage à Cuba avec "Syndicalistes pour Cuba". Je veux absolument raconter ce qui m'est arrivé à l'université de Bayamo dans la province de Gramma. Suite aux grèves dans l'enseignement

chez nous, nous trouvions important de voir comment le gouvernement cubain continue à garantir un enseignement de qualité et gratuit pour tous, de la maternelle à l'université. Quand on a visité l'unif de Bayamo, j'étais très émue, j'ai dit aux Cubains : «Je viens d'un des pays les plus riches du monde et je n'ai jamais mis les pieds dans une unif. J'ai dû attendre d'être dans un pays socialiste pour cela. J'ai arrêté l'école à 17 ans. J'avais des difficultés à suivre et il n'y avait personne pour m'aider, ni à l'école ni à la maison. Mes parents n'ont presque pas été à l'école. J'ai fini par me dire que je n'étais pas capable et j'ai trouvé du travail comme vendeuse dans une poissonnerie.» J'avais les larmes aux yeux en racontant cela et je n'étais pas la seule. Maira, la responsable de la section du parti, ne savait pas se retenir non plus. Elle m'a prise à part et elle m'a invitée à mettre en ordre mes papiers de séjour. Elle voulait m'accueillir dans cette université pour y étudier gratuitement. Malheureusement, j'ai maintenant trois enfants à la maison et c'est trop tard. Mais elle a compris qu'il était important que je reste dans mon pays...

pour continuer la lutte pour que chez nous aussi, l'enseignement soit un droit pour tous. Je sais que sa proposition n'était pas seulement faite sur le coup de "l'émotion". Cuba met en pratique cette solidarité avec les exploités. Nous avons vu à cette université plus de 100 étudiants de différents pays du tiers monde qui y étudient gratuitement, tout comme les Cubains.

Kris Merckx
un des fonda-
teurs du Parti
du Travail

En 1970, juste après la révolte étudiante de mai 68, il est parti en Chine, comme jeune étudiant. A cette époque, la Chine connaissait la Révolution culturelle, une campagne du parti pour maintenir son caractère révolutionnaire, contre le

bureaucratisme et l'embourgeoisement.

«Ce voyage m'a convaincu de la nécessité d'un parti communiste et de la révolution socialiste. Surtout, le rôle des jeunes pendant la révolution culturelle était impressionnant. Le parti communiste mobilisait tous les jeunes pour aller à la campagne, pour y apprendre des ouvriers et des paysans, entrer en contact avec les simples gens et découvrir leurs problèmes. Les jeunes pouvaient quitter l'école pendant un an, ils étaient encouragés à visiter le pays. Mao encourageait les cheminots à laisser les jeunes voyager gratuitement.

Les cours à l'université étaient remplacés par des meetings où les profs qui donnaient mal cours, qui étaient détachés de la pratique, des besoins de la population, étaient critiqués.

Les jeunes étaient donc mobilisés pour aider à maintenir le parti sur la bonne voie, à critiquer les cadres du parti qui ne se préoccupaient plus des besoins de la population, à balancer les positions qui s'écartaient de la révolution.

Pourquoi cet appel à la jeunesse ?

Sous le socialisme, les jeunes sont appréciés pour leur dynamisme, leur aspiration au renouveau, leur sens de la justice. Sous le capitalisme, ces qualités sont récompensées à coups de matraque.»

Accompagne Rebelle
à Cuba !

Du 21 juillet au 10 août.

Prix : 40.000 frs

Notre groupe compte déjà
12 personnes, il y a encore
de la place pour vous !

Travailler une semaine à la
campagne avec de jeunes
Cubains et visiter le pays
pendant deux semaines.

The final touch

Tu as lu tout le Solidaire "spécial jeunes". Bref, tu nous connais, but we don't know you !

Gros motivé, va !



Art is life ! **Camp-créa**, du 9 au 13 août et/ou du 14 au 18 août. Tu as la haine, mais tu ne sais pas comment l'exprimer. Pourtant, il y a pleins de possibilités : la danse, la peinture, la poésie, la musique, la peinture (non, on l'a déjà dit), le théâtre, etc., en 2 mots : L'ART.

"Savoir c'est vivre; rester dans l'ignorance, c'est presque un homicide." Du 29 juin au 3 juillet, se tiendra l'**Unif marxiste d'été pour jeunes**. Le thème: «Une seule solution, c'est la révolution». Dans ce numéro, on a parlé du socialisme, de la révolution, etc. Et ben, là nous allons approfondir tout ça. Ne t'inquiète pas, c'est pas un gros bazar pour intellos, (sinon j'y vais pas !). Découvertes assurées (prix: 2.200 F.).

Un super-méga-cool voyage à Cuba, pendant le mois de juillet, pour découvrir l'enseignement gratuit, la lutte contre l'impérialisme, le pays de Fidel et du "Che"...

Mouvement de l'enseignement : témoignages, photos, coups de gueules... Pendant les grandes vacances, tout sera regroupé dans un **livre extra**. Seulement, il y a un stuuut ! On a le papier, l'encre, l'éditeur, mais pas d'écrivains (peut-être es-tu notre témoin^{n°1}). Alors active ta plume !

InfosurRebelle

Ecris ou téléphone-nous à : Rebelle, bd. M. Lemonnier, 171 à 1000 Bruxelles. Tél. 02/513.10.95 - Fax. 02/513.98.31 - EMail Solidair@gn.apc.org.

Nom et prénom :

Rue et n° :

Code postal et commune :

TÉL. :

Age :

Ecole :

Hobby :

O Je m'inscris à l'Université marxiste d'été pour jeunes "Une seule solution, c'est la révolution", qui se tiendra du 29 juin au 3 juillet.

O Je verse 500 F. d'acompte sur le compte 001-0590845-94.

O Je m'inscris au camp-créa, du 9 au 13 août et/ou du 14 au 18 août.

O Je verse 500 F. d'acompte sur le compte 001-0590845-94.

O Je veux recevoir gratuitement pendant 5 semaines, un abonnement à l'essai à Solidaire, l'hebdo de Rebelle et du PTB.

O Je veux collaborer au livre sur l'enseignement.

O Je veux plus d'informations sur Rebelle et ses activités.

Je commande :

O ... T-shirt "Etudier est un droit, pas un privilège. Enseignement gratuit" de Rebelle et MML (250 F.).

O ... autocollants "Plus jamais le fascisme" (5 F./pièce).

O ... autocollants "Che Guevara" (20 F./pièce).

O ... affiches "Plus jamais le fascisme" (5 F./pièce).

O ... affiches "Che Guevara" (50 F./pièce).

O ... T-shirt "Che Guevara" (400 F.).

O ... ex. du petit livre rouge de l'anticapitaliste (20 F.).

O ... ex. dossier Solidaire sur la répression.

O ... une liste de vidéos sur le racisme et le fascisme.

O ... une liste de livres antiracistes.

Le programme de lutte de Rebelle pour l'enseignement

1. Un enseignement démocratique, accessible à tous, complètement gratuit.
2. Le retrait de tous les décrets (Onkelinx, Vanden Bossche, Grafé...).
3. Un refinancement fédéral : 100 milliards de plus pour le budget global annuel, payé par les grosses fortunes, les banques et les patrons.
4. Le maintien de l'emploi et du statut des profs et du personnel.
5. Un enseignement sans racisme, droits égaux pour les étudiants immigrés et réfugiés.
6. Un enseignement au service du peuple et non des patrons. Non à l'autonomie et au partenariat avec les entreprises. Un enseignement polytechnique, égal pour tous jusqu'à l'âge de 16 ans.
7. La solidarité avec les autres secteurs en lutte.
8. Non à la répression, retrait de tous les poursuites judiciaires, droit de grève pour les étudiants.

On se lève tous pour Rebelle !



Action !

Aux manifs enseignement à Liège, Bruxelles, Namur, ... Rebelle est toujours en première ligne. A Rebelle tu apprends à diriger une manif, mettre de l'ambiance, organiser des actions...

On s'éduque !

Formation sur les mesures d'Onkelinx, la répression, Ché Guevara, Mai '68, le racisme et le fascisme, la Corée du Nord, les drogues...

Fuck racism and fascism

Nous protestons contre les assassinats racistes dont ont été victimes Bajro, Omar, Mimoun, Mohammed... Nous récoltons des pétitions pour les droits égaux (Objectif 479.917). Nous sommes allés à Louvain, pour manifester contre les fascistes du NSV (lié au Vlaams Blok).

Anticapitalisme

Aujourd'hui, le plan Gandois licencie 4.600 métallos. Nous organisons des visites aux usines, des rencontres avec de jeunes délégués et ouvriers.

Anti-impérialisme

Chaque année, nous partons en Palestine, aux Philippines et au Rwanda. Là-bas, nous participons à des brigades de travail.

Viva el socialismo

A Cuba, les délégués des mouvements de jeunes siègent au Parlement ! Cette année, on va leur rendre visite !

Les territoires libérés

Chaque semaine, activités de Rebelle partout dans le pays. Que tu sois grunge, BCBG, techno, reggae, rap ou "normal"... tu es le bienvenu ! (facho, BSR, keuf, indic, s'abstenir).

Mais aussi... activités à **Anvers, Gand, Limbourg, Louvain, Courtrai, Menin...**

A Bruxelles :

on est là tous les dimanches à partir de 14h (même pendant les examens !) : pour te détendre, regarder une vidéo, jouer au kicker, ... av. de la Reine, 225 à 1000 Bruxelles. Tél. 02/513.77.60.

A Liège : tous les mercredis à 14h, rue Matthieu Lansberg, 20 à 4000 Liège. Au programme : projet d'atelier de théâtre, jeux sur la répression, expo photo, sortie cinéma, atelier musique, sport et... de la bonne ambiance !

A Charleroi : un dimanche sur 2, rue Z. Gramme, 21 à Charleroi. Tél. 071/32.45.65

Pendant une semaine...

... nous nous sommes dévoués corps et âmes pour terminer nos articles.

Thanks to : Axel, Barbara, Bruno, Cécile, Dieter, Françoise, Fred, Germain, Gilles, Jan, Jean-Yves, Jérôme, Jules, Julie et Julie, Julien, Joaquim, Lucia, Marianne, Max, Michaël, Michel (le plus cool), Muriel, Myriam, Nadia, Nadine, Ozlem (gros bisous), Renate, Samuel, Salim, Sophie, Thomas, Valérie, Véronique, Zoé, sans oublier Line & Sarah (les plus belles et les plus cool !).



Ils ne désarment pas

De nouveau, 7.000 profs et étudiants dans les rues

Ils étaient de nouveau sept mille. Profs et étudiants. Après quatre mois de grève ! Un délégué de Clabecq : « Cette lutte n'est pas corporatiste ! Les enseignants luttent pour l'avenir de nos enfants ».

Peter Mertens

Jean-Marie Ansciaux (CGSP) est content : « Ça va ! On a réussi à remplir le boulevard Tirou ! ». Régis Dohogne (CSC) est également satisfait : « Ce n'est pas le flop que devait espérer Onkelinx » (1).

La manif s'ébranle. Sur le côté, un calicot : « Attendent-ils un soulèvement social ?! » « Il faut tenir bon », dit un instituteur, « les autres secteurs vont débrayer, de toutes manières nous n'avons pas le choix ». Comme pour lui donner raison, voilà qu'arrive la délégation de Cockerill : « Ouvriers-Enseignants-Étudiants, Solidarité ». Et les Forges de Clabecq, Splintex, Caterpillar, la STIB bruxelloise. Des ouvriers de Caterpillar expliquent : « Ceux qui ratent dans l'enseignement, c'est chez nous qu'on les retrouve. Et nous-mêmes, en lutte contre une économie internationale qui s'attaque de façon arbitraire à nos salaires, nous comprenons ce combat ».

Un incident dont on a fait grand cas...

Devant le bâtiment du PS carolo, la foule s'arrête. Des oeufs décorent la façade. Quelques vitres volent en éclats. Un prof remarque : « C'est dingue, le nombre de manifestants sourds qui utilisent la même marque d'appareil auditif ! Vieux et moins vieux, mais tous "sportifs". Certains avec des walkies talkies ».

D'autres flics en civil photographient depuis le bâtiment assiégé. Les manifestants appellent les gens de la presse à ne pas prendre de photos. Mais l'un

d'eux s'obstine à faire des gros plans, sans doute un flic en civil. Les manifestants (profs, jeunes, métallos) le poursuivent. Jean-Marie Débecq, photographe du Peuple, intervient. Les manifestants s'en prennent à lui aussi car ils pensent que Débecq est un flic en civil. Il est frappé, on lui casse le nez.

Quand on s'aperçoit que Débecq n'est pas flic, l'affrontement cesse. Un incident regrettable, que Débecq est le dernier à vouloir envenimer : « Ils m'ont pris pour un gendarme en civil ». Vande Lanotte ne l'a pas compris ainsi et réplique : « L'argument selon lequel le journaliste en question était un policier en civil - et par conséquent on pouvait le tabasser - est inadmissible » (3). Mais c'est Vande Lanotte lui-même qui envoie des dizaines de flics en civil espionner les dirigeants de chaque manif !

Un conseil aux photographes : portez votre carte de presse et ne prenez pas de photos de manifestants lançant des projectiles. Ces clichés sont utilisés pour condamner des enseignants et des jeunes. Après la manif du 28 mars à Liège, la police a parcouru les cellules pleines d'étudiants arrêtés, avec un livre de photos à la main. Le 20 décembre, lors d'incidents à Zaventem, la gendarmerie a confisqué tous les films. Le lendemain, la presse fulmine. « Ceux de Clabecq ont fait déraiper la manifestation », titre la une de La Nouvelle Gazette (3). Le but d'une manchette pareille est clair : briser la solidarité entre profs et autres secteurs. Depuis le début, le PS cherche à isoler les profs. Il ne faut pas aujourd'hui profiter d'un incident regrettable pour



dénigrer un mouvement radical.

« Des gendarmes qui défendent le PS ? Une honte ! »

Un peu plus loin, les manifestants découvrent un imposant dispositif de gendarmerie bloquant l'accès au domicile de Van Cau. Une enseignante indignée : « Il y a quelques mois, jamais je n'aurais cru que deux autopompes et des dizaines de gendarmes auraient été mobilisés pour défendre une seule maison d'un ministre PS. Quelle honte ! ». Les canons à eau tentent de disperser la foule qui s'accumule. En vain. Un homme âgé, ancien mineur, est aux premiers rangs : « J'ai vu mes camarades mourir dans la mine. Maintenant, je me bats pour

mes petits-enfants ».

Selon Le Soir « des agitateurs professionnels ont gâché la manifestation des enseignants. Violence déferlante sur Charleroi ». Le journal accuse « les élèves, les éléments de l'extérieur et les habitués du PTB » (1). Pourtant les seuls « agitateurs professionnels » portaient des casques bleus et la « violence déferlante » sortait de leurs canons à eau. Ceux qui en ont assez de cette violence et qui n'en ont plus peur se font désormais appeler « casseurs ». Un prof conclut : « Le pouvoir nous montre son vrai visage. La social-démocratie n'a été que son masque, mais l'élastique n'a pas résisté, il a cédé et le masque est tombé ».

(1) Le Soir, 24 mai. (2) Le Peuple, 24 mai. (3) La Nouvelle Gazette, 24 mai.

AGENDA

Bruxelles

Vendredi 31 mai, 20 h

« Quel avenir pour le sandinisme au Nicaragua ? » Conférence avec José Maria Sanchez, responsable politique du FSLN, département de Rivas. Centre International, Bd Lemonnier 171, Bruxelles. Org : Groupe de soutien « Noticias de Nicaragua » et « Médecine pour le Tiers Monde ».

Marcinelle

Samedi 8 juin, 18 h

Inauguration officielle de la maison médicale « Médecine pour le Peuple ». Rue Babotterie 87, 6001 Marcinelle. Souper dansant à 19 h 30. Rue du Temple 38, Marcinelle. Info et réservations : 071/47 64 96.

Namur

Dimanche 2 juin, 15 à 20 h

« Non au parlement wallon ! » Avec Roberto D'Orazio, délégué FGTB Forges de Clabecq, Alain Parmentier, délégué SEL à l'Institut Technique de Namur, Julie Mommerency, étudiante, Cédric Losange, Lutte Solidarités Travail, un syndicaliste d'Anvers, Thierry Warmoes, secrétaire PTB-Namur. Animation musicale. « La Péniche », quai de Sambre, rive gauche (à 2 minutes de Grognon). Org : PTB-Namur.

Annonce publicitaire

Au Centre International
Bd M. Lemonnier 171, 1000 Bruxelles 02/5137941

Jusqu'au 29 juin. Entrée libre.

EXPOSITION DE TRAVAIL

L'art du montage de
John Heartfield

Réalisé par le GROUPE DE TRAVAIL DES
ARTISTES PLASTICIENS (FENÊTRES-CIC)
du Centre International.

31 mai, à 20 h. Entrée: 100 F.

Organisé par le Groupe de soutien
NOTICIAS DE NICARAGUA
& MÉDECINE POUR LE TIERS MONDE.

Soirée d'information

Nicaragua

Avec José Maria SANCHEZ (FSLN).

1 juin, à 18 h. En français. Entrée libre.

Apéritif Poétique

Le Collectif 'ALPHA' de Forest
Présenté par Patrick ADAM.

Avec: Canise, Fatna, Antoinette, Bachir,
Touria, Joseline, Gabriella, Emerita, Aurelia,
Brika, Aïcha, Chérif, Hassan, Amina, Kjadji,
Marie-Josée, Marie-Rose, Yaya, Anouar,
Jacqueline, Naoual, Kouider, Abdeslem,
Michel, Azis,

les Moniques, Mohamed, Elisabeth, Fadma.
L'accompagnement musical est assuré
par des élèves du collectif.

4 juin, à 20 h. En français. 60 F.

Dernière soirée de la série:

'LES PAGES NOIRES D'UN PARTI ROSE'.

Hendrik De Man:

comment un 'socialiste'
peut devenir fasciste
Par Serge DERUETTE.

8 juin, de 10h30 à 17h30. En français.

JOURNÉE D'ÉTUDE

sous la direction de Ludo MARTENS
*Le Rwanda pré-colonial
et colonial (1800-1962)*

8 juin, à 18 h. Entrée libre.

Apéritif Poétique

Débat sur Poésie et Pouvoir

Avec Geert VANISTENDAEL,
Bart VONCK, Lydia CHAGOLL et
Pierre TREFOIS.

Musique: Fabrizio LEPRI



Travailleurs, jeunes, tous à Liège le 31 !

« Face au mur dressé par le monde politique, nous demandons une extension des mouvements à l'ensemble du monde du travail, secteur privé compris ». Voilà ce qu'écrit le collectif des enseignants. « Nous sommes la clé d'un changement de société, si on arrive à nous museler, tous les autres suivront. On remet en cause le droit de grève, les piquets. C'est le début d'une série de régressions annoncées. Il

faut réagir, ensemble. Au début, nous manifestations seuls pour l'avenir de l'école, mais face au mur que dresse le monde politique, le mécontentement gagne de plus en plus les autres secteurs, privé compris ». (2)

Prochaine manif : vendredi 31 mai, Liège. 14 h au bd d'Avroy, à hauteur du Toré. Comme Clabecq et Caterpillar, soyez-y !

Gandois frappe tous les bassins

4.600 sidérurgistes sacrifiés, à Cockerill-Sambre, Boël et Clabecq

4.600 emplois en sidérurgie, 3.000 dans l'enseignement, 7.500 à la SNCB, 500 à Caterpillar : où s'arrêtera ce train d'enfer ? En novembre dernier, Louis Michel, président du PRL, proposait de fermer les Forges de Clabecq, dominées, selon lui, par le PTB. Aujourd'hui, les responsables PS de la Région wallonne s'apprentent à appliquer un plan qui va encore beaucoup plus loin.

Johnny Coopmans et Jo Cottenier

Depuis la fin de l'année dernière, une campagne de presse est lancée vers le personnel de Boël, Fafer et Cockerill-Sambre. Le message: veillez au grain, votre entreprise a un avenir à condition que vous ne vous souciez pas des Forges de Clabecq, qui ne sont pas rentables et doivent fermer de toute façon. Six mois plus tard, la crise mondiale s'aggravant, Gandois met ses cartes sur table, il s'en prend à toute la sidérurgie. Gandois veut rayer 4.600 emplois, répartis sur tous les bassins : 1.300 à Clabecq (sur 2.100); 1.300 à Boël (sur 2.100); 2.000 à Cockerill-Sambre (sur 7.000). Depuis des années, le patronat joue la division et essaie de faire croire que le malheur des uns fait le bonheur des autres. Maintenant, ce mythe est définitivement balayé. Il n'y a que deux issues possibles : soit la lutte de tous les bassins pour une alternative commune, soit crever tous. Ainsi le veut la loi aveugle et absurde de ce système, qui fait produire toujours plus vite, avec de moins en moins de travailleurs. Où nous mène cette logique du profit et de la concurrence, c'est la question qui devient incontournable. Le système capitaliste est un système pourri, insensé et cruel. C'est le moment de dire tous ensemble : CA SUFFIT !

Les vrais égoïstes démasqués

La nouvelle des 4.600 pertes d'emplois tombe le lendemain du deuxième référendum à Cockerill-Sambre Charleroi (voir ci-contre). Pour la deuxième fois, et encore plus résolu que la première, les sidérurgistes ont refusé le partage de la misère. Pendant que toute la presse enchaîne sur le thème «les sidérurgistes enterrent la solidarité», Gandois dépose secrètement son plan chez Robert Collignon, Ministre-Président de la Région wallonne. Que va faire le PS, qui mène campagne par affiches publicitaires contre l'égoïsme des travailleurs et qui est, sinon l'instigateur, au moins le fervent défenseur du référendum à Cockerill-Sambre ? Va-t-il maintenant fulminer contre l'égoïsme patronal ? Va-t-il dénoncer le référendum hypocrite du patronat qui veut faire payer les ouvriers de Cockerill-Sambre pour l'embauche de quelques jeunes alors que ces mêmes ouvriers sont peut-être déjà sur la liste des licenciements ?

Il y a peu de chance. Car le PS n'est pas le dernier wagon mais le machiniste de ce train d'enfer qui roule pour les capitalistes. Le plan d'avenir qu'il a concocté au gouvernement sacrifie les salaires



La délégation de Clabecq (ici devant Segal, à Liège, en 1995) a dévoilé le terrible contenu du plan Gandois

au nom de l'emploi. La réforme de la sécurité sociale qu'il vient de décider par loi-cadre veut diminuer encore les cotisations patronales, au nom de l'emploi. En même temps, c'est la Communauté française, donc le PS, qui licencie 3.000 enseignants et, demain, c'est la Région wallonne, donc encore le PS, qui approuvera les 4.600 licenciements en sidérurgie !

Que ce soit au niveau fédéral avec les privatisations de Di Rupo, au niveau de la communauté avec les coupes budgétaires d'Onkelinx, ou à la région wallonne, avec les restructurations de Collignon, chaque fois la direction du parti socialiste se trouve en première ligne pour imposer les pertes d'emplois par milliers.

Vers une révolte générale !

La révolte du 1er mai doit s'étendre. Partout les travailleurs sont devant le même choix : continuer à sacrifier les salaires et les emplois pour satisfaire la soif de profit. Ou s'en prendre à ceux qui s'enrichissent sur le dos des travailleurs. En sidérurgie, ces profiteurs ont un nom : ils s'appellent Albert Frère, Société Générale, Bruxelles-Lambert, Dessy, Boël et consorts. Il faut faire payer le maintien de tous les emplois actuels (23.000) et de tous les outils via un fonds patronal alimenté uniquement par ceux qui ont profité des restructurations en sidérurgie. Tout le secteur doit être

nationalisé intégralement, en expropriant ce qui reste de participations privées. Jeudi passé, des travailleurs de Cockerill-Sambre Charleroi, de Caterpillar et de Clabecq étaient à la manifestation des enseignants. Ce vendredi, ce mouvement va s'amplifier à la manifestation des enseignants à Liège.

Opposons au patronat et au gouvernement un ferme front commun syndical à la base; oeuvrons à l'unification de toutes les luttes, à la solidarité entre enseignants, services publics et secteur privé. Tous à Liège ce vendredi, pour le maintien de l'emploi, la sauvegarde du salaire direct et indirect et pour faire payer les riches et le capital !

«Tous les travailleurs de l'acier doivent se mobiliser»

La délégation FGTB de Clabecq lance un appel

Marco Van Hees

Vendredi 24 mai, la délégation syndicale FGTB des Forges de Clabecq a appris de source incontestable que le rapport Gandois préconise la perte de 6.400 emplois en sidérurgie : 2.000 à Cockerill Sambre, 1.300 aux Usines Gustave Boël et 1.300 à Clabecq. Considérant qu'elle ne pouvait pas garder pour elle seule cette information très grave, la délégation a décidé de la diffuser. La Région wallonne, qui est en possession du plan Gandois, n'a pas infirmé ces chiffres.

Roberto D'Orazio, président de la délégation FGTB, rappelle qu'«il y a longtemps que nous disons qu'à travers les Forges de Clabecq, c'est l'ensemble de la sidérurgie qui est attaquée. Maintenant, c'est clair». C'est pourquoi le communiqué de presse diffusé par les syndicalistes «lance un appel à tous les travailleurs de la sidérurgie pour se

mobiliser pour s'opposer au démantèlement de la sidérurgie wallonne». Et pour D'Orazio, «il n'est pas question d'avoir un groupe de travail uniquement pour Clabecq (en plus de la Table ronde des sidérurgistes), alors que le plan Gandois vise l'ensemble de la sidérurgie».

A ce propos, il dénonce les manoeuvres de ces derniers mois qui avaient pour but de diviser les travailleurs et les délégations des différentes entreprises sidérurgiques. «Le fait de perdre un seul emploi dans la sidérurgie ne nous soulage pas, où qu'il soit. Nous serons solidaires comme nous l'avons toujours été : en 1983 pour Cockerill, en 1993 pour Boël». Lors de la grève de plus de deux mois aux Usines Gustave Boël, la délégation de Clabecq était venue en solidarité à La Louvière accompagnée d'un grand nombre de militants syndicaux de l'usine.

Elle avait également proposé une grève de 24 heures pour l'ensemble de la sidérurgie.

Pour Fernand Fyon, délégué

FGTB de Clabecq «l'hémorragie a suffisamment duré. Les Forges de Clabecq et l'ensemble de la sidérurgie ont déjà assez donné».

Et D'Orazio conclut en disant que «supprimer 1.300 emplois aux Forges, cela revient à fermer l'entreprise».

Revendications du PTB pour la sidérurgie

1. Non à toute fermeture totale ou partielle d'usine, maintien intégral des 23.000 emplois actuels dans le secteur sidérurgique, maintien intégral des outils existants.
2. Ce n'est pas aux travailleurs de payer pour le maintien de leurs emplois ou pour l'embauche à leur usine. Non aux 10% de perte salariale imposés aux travailleurs de Clabecq. Non à la réduction du temps de travail au détriment du salaire et de la sécurité sociale. Oui au 32h

avec maintien du salaire direct et indirect, sans augmentation de la productivité ou de la flexibilité et avec embauche compensatoire de jeunes. Pas de normes de productivité dans les conventions. C'est aux seuls patrons des entreprises sidérurgiques de payer!

3. Constitution d'un fonds à charge des actionnaires privés qui se sont enrichis sur le compte de la sidérurgie, pour compenser les entreprises déficitaires et financer le maintien des outils actuels. C'est aux groupes privés de payer:

la Société Générale, le groupe Bruxelles-Lambert, Cobepa, le groupe Frère, le groupe Boël, les familles Dessy et Germeau.

4. Nationalisation intégrale et sans indemnisation de toute la sidérurgie, avec des mesures de contrôle démocratiques et un plan de maintien de l'emploi.

5. Seul le socialisme peut apporter une solution durable aux problèmes d'emploi et de conditions de travail.

Bravo aux ouvriers de Cockerill

Leur refus de partager la misère constitue un exemple pour l'ensemble du pays

Les travailleurs de Charleroi ont dit "non" une seconde fois. C'est au patron, non aux ouvriers, de payer l'embauche des jeunes. Une violente campagne de presse avait dénoncé leur "égoïsme" après le résultat négatif du premier référendum. Pourtant, le refus des pertes de salaires a recueilli encore plus de suffrages.

André Marin et Ernesto

90 % du personnel de Cockerill-Sambre (C-S) Charleroi a pris part au référendum organisé par le front commun syndical la semaine dernière. 65,4 % d'entre eux (2.016 voix) ont refusé que l'embauche des 46 jeunes temporaires soit payée par une perte de salaire. Les ouvriers de C-S Charleroi avaient déjà refusé de sacrifier leur salaire lors d'un premier référendum organisé le 11 mars. La direction leur proposait alors de perdre 2 % de leur salaire pour embaucher à durée indéterminée 51 jeunes temporaires. Prétendant "d'éléments nouveaux", le front com-

mun syndical a décidé d'organiser une nouvelle consultation. Elle proposait une perte de revenu de 1,1 % : 0,6 % de perte de salaire direct et 0,5 % prélevés sur les pensions complémentaires et l'oeuvre d'entraide. Pas de quoi convaincre les travailleurs qui ont déjà dû accepter tant de sacrifices «On a déjà assez donné. C'est une question de principe. Pourquoi accepter une diminution salariale alors que Cockerill engrange des bénéfices (Ce n'est pas aux travailleurs de financer l'embauche). Autre "élément nouveau" : employés et cadres, concernés par la proposition de baisse de salaire, participaient au



Les ouvriers de Cockerill sont solidaires des écoles. De leur côté, les enseignants borains félicitent les métallos carolos pour leur clairvoyance lors du référendum

Motion des profs de Mons

«Le secteur enseignement de la Régionale de Mons/Borinage félicite les travailleurs de Cockerill-Sambre pour leur discernement, la maturité et la clairvoyance dont ils ont fait preuve en rejetant à une très nette majorité les propositions de répartition du temps de travail (modération salariale contre emplois) faites par le patron.

- **Discernement** : car ils ont bien compris que le partage de la misère qu'on leur propose n'a rien à voir avec la solidarité qu'on annonce. D'autant plus

que dans ce cas précis, les travailleurs devraient accepter la modération salariale, alors que leur entreprise engrange des bénéfices.

- **Maturité** : car ils ont résisté aux pressions morales exercées par les politiques qui tentent de faire passer derrière cette fausse solidarité l'austérité et la régression sociale.

- **Clairvoyance** : car leur refus catégorique aujourd'hui montre la voie aux travailleurs pour les futurs marchandages du même type que le patronat ne manquera pas de proposer.»

vote. Depuis quand les cadres décident-ils du salaire des ouvriers ? A la prochaine grève, viendront-ils voter contre la prolongation des actions ? Eliront-ils bientôt la délégation ouvrière ? Toujours est-il que cela n'a pas permis de renverser le résultat du vote, que du contraire. Visiblement, les employés ont refusé d'être manipulés aussi grossièrement pour imposer aux ouvriers des mesures qu'ils avaient déjà clairement refusées lors du premier référendum. Dernier élément, la proposition portait sur une période de 7 mois, «dans l'attente des effets du "plan d'avenir" du gouvernement». Mais on connaît déjà les effets de ce plan : attaque de l'index et emplois hyper-flexibles pour des salaires de misère. Cockerill devait être un test, un précédent. C'est loupé ! Aujourd'hui, la position

des travailleurs de l'ensemble du pays s'en trouve renforcée.

Solidarité de classe : grève pour l'embauche des jeunes

A peine les résultats du vote étaient-ils connus que la presse a mené campagne contre «l'égoïsme» des sidérurgistes de C-S, qui «refusent la solidarité», qui «ne se soucient pas du sort des 46 temporaires». Quel culot ! Le même jour, la délégation des Forges de Clabecq révélait que le nouveau plan Gandois prévoit le licenciement de 4.600 sidérurgistes en Wallonie, dont 2.000 à C-S. Et on ose prétendre que les responsables des pertes d'emploi

sont les ouvriers qui refusent de sacrifier leur pouvoir d'achat ! Les ouvriers de Cockerill veulent l'embauche des jeunes, mais aux frais du patron. Pour protester contre le départ des jeunes, il y a eu, le 30 avril, des ralentissements de travail à l'aciérie, à la traction et aux coulées continues.

La semaine suivante, les ouvriers de l'aciérie ont fait grève contre le projet de déplacement de 8 travailleurs vers le four à coke suite au départ des jeunes. A Carlam (laminoir), des pontiers ont arrêté le travail pour protester contre le transfert d'un jeune. Les ouvriers de C-S peuvent aujourd'hui s'appuyer sur les résultats du vote pour prolonger ces actions, exiger le retour aux 35 heures sans perte de salaire et le maintien de tous les emplois.

PARTI du TRAVAIL de BELGIQUE

Le PTB est un parti unifié, rassemblant des travailleurs belges et immigrés, en Wallonie, à Bruxelles et en Flandre. Il lutte contre le capitalisme et l'impérialisme et intègre la science générale du marxisme-léninisme dans sa pratique concrète, pour définir sa stratégie de la révolution socialiste en Belgique.

Contre qui le PTB se bat-il ? Le PTB combat le grand capital : banques, holdings, multinationales. Les moyens de production sont leur propriété privée et la société est régie selon leur soif de profit. Ils sont la cause de l'exploitation, de la misère et de la montée du fascisme. Le PTB combat l'appareil d'Etat capitaliste qui garantit la dictature du capital contre le travail. Cet Etat transfère aux capitalistes des milliards puisés dans les poches des travailleurs. Sa gendarmerie est la milice privée du patronat.

Que veut le PTB ? Le PTB veut l'expropriation sans indemnisation des grands capitalistes : leurs moyens de production doivent devenir la propriété collective des travailleurs. L'économie doit être planifiée suivant les besoins de la population travailleuse. Le PTB veut la destruction de l'appareil d'Etat capitaliste et la constitution d'un Etat socialiste, prenant appui sur les masses travailleuses.

Le tiers monde. Les puissances impérialistes ont amassé une gran-

de partie de leurs richesses en pillant le tiers monde. Le PTB soutient les mouvements révolutionnaires qui se battent pour l'indépendance, la démocratie populaire et le socialisme.

L'impérialisme c'est la guerre. La concurrence entre les Etats Unis, le Japon et l'Europe s'accroît. L'Allemagne rêve d'un quatrième Reich : elle renforce son hégémonie au sein de l'Union européenne. Les puissances impérialistes s'unissent pour opprimer le tiers monde. Ils y mènent des agressions militaires sous le couvert du «droit d'ingérence». En Europe de l'Est aussi, les interventions militaires sont appelées à se multiplier. Le PTB dit non à l'impérialisme européen, non à l'Europe allemande.

L'expérience historique du socialisme. Le PTB s'inspire de l'expérience historique du mouvement communiste international : la révolution d'Octobre en Russie, dirigée par Lénine ; la construction du socialisme sous la direction de

Staline ; la révolution chinoise dirigée par Mao, qui a ouvert la voie socialiste dans le tiers monde. Depuis Krouchtchev, le révisionnisme a miné petit à petit la base socialiste de l'URSS. Il a liquidé les principes fondamentaux du pouvoir de la classe ouvrière. L'économie soviétique s'est effondrée ; le parti s'est coupé des masses. La restauration du capitalisme sauvage en ex-URSS a été l'aboutissement de cette politique révisionniste.

Le mouvement communiste. Le PTB se prononce pour l'unité du mouvement communiste international sur la base du marxisme-léninisme et de l'internationalisme prolétarien. Les travailleurs du monde entier ne forment qu'une seule classe. Ils doivent s'unir contre l'impérialisme et le capitalisme.

Fonds de soutien. 001-1151486-75, PTB-Bruxelles

Adresses de contact

Secrétariat national. Bd Lemonnier 171, 1000 Bruxelles (02)513 77 60 fax: (02)513 98 31 • **Secrétariat national Rebelle.** Bd M. Lemonnier 171, boîte 11, 1000 Bruxelles (02)513 10 95 • **Anvers.** Van Arteveldestraat 5, 2060 Antwerpen (03)225 28 93 • **Bruges.** Ezelsstraat 36, 8000 Brugge (050)33 42 07 • **Bruxelles.** Bd M. Lemonnier 171 bte 2, 1000 Bruxelles (02)513 77 60 • **Charleroi.** 21 rue Zénobe Gramme, 6000 Charleroi (071)32 45 65 • **Courtrai.** Sint Denijsstraat 78, 8500 Kortrijk (056)21 75 30 • **Deurne.** St-Rochusstraat 59, 2100 Deurne (03)322 30 27 • **Gand.** Zondernaamstraat 50, 9000 Gent1 (09)224 39 01 • **Genk.** Keinkesstraat 5, bus 12, 3600 Genk (089)36 28 90 • **Hasselt.** Waterleliestraat 32, 3500 Hasselt, (011)21 03 11 • **Herstal.** Avenue Ferrer 26, 4040 Herstal (041)64 73 33 • **Hoboken.** Oudestraat 34, 2660 Hoboken (03)828 02 43 • **Liège.** Chaussée des Prés 19, 4020 Liège (041)43 97 00 • **Louvain.** Kapucijnenvoer 139, 3000 Louvain (016)22 06 83 • **Malines.** Hanswyckstraat 64, 2800 Mechelen (015)42 06 66 • **Mons.** Rue de la Mottelette 18, 7033 Cuesmes (065)31 85 08 • **Namur.** Chaussée de Louvain 584, 5020 Champion (081)20 03 42 • **St-Niklaas.** Moerlandstraat 7, 9100 St-Niklaas (03)777 15 88 • **Schaerbeek.** La Clé Chaussée de Haecht 276, 1030 Bruxelles (02)245 98 50 • **Seraing.** Rue C. Lemonnier 112, 4100 Seraing (041)37 70 41 • **Turnhout.** Patrijzenstraat 22, 2440 Geel (014)58 67 24 • **Vilvorde.** Spiegelstraat 15, 1800 Vilvorde (02)251 88 69 • **Zelzate.** Groenplein 19, 9060 Zelzate. (09)344 92 44

solidaire

171 bd Lemonnier, 1000 Bruxelles
☎ (02)513 66 26 • Fax: (02)513 98 31 - EMail : solidaire@gn.apc.org

Rédacteur en chef: Kris Merckx

Editeur responsable: Marie-Rose Eligius

Tarifs des abonnements:	1 an	6 mois	3 mois
Belgique:	1600 FB	850 FB	425 FB
Etudiant, chômeur, +60 ans*	1200 FB	650 FB	325 FB
Soutien	3000 FB	1500 FB	750 FB
Europe:	1950 FB	1000 FB	550 FB
	340 FF	175 FF	95 FF
Sous enveloppe:	+200 FB	+100 FB	+50 FB
	+36 FF	+18 FF	+9 FF
Autres:	2750 FB	1400 FB	750 FB
	475 FF	240 FF	130 FF

Belgique: compte en banque 001-0728997-21

Etranger: compte chèque postal: 000-1666959-14

* Joindre carte d'étudiant, de chômeur ou pièce d'identité.

Abonnement à l'essai gratuit

Découpez ce bon et renvoyez-le à Solidaire-Promotion, 171 bd Lemonnier, 1000 Bruxelles 1137

Nom et prénom: _____

Adresse: _____

Code postal: _____ Commune: _____

Age: _____ Entreprise/Ecole: _____

- Envoyez-moi 5 numéros gratuitement et sans engagement.
 Je désire m'abonner. Envoyez-moi les formulaires nécessaires.

Syndicalisme de concertation ou syndicalisme de combat ?

Les 7 et 8 juin, la centrale socialiste des métallos se réunit en congrès

“Quelle stratégie adopter face au recul de la concertation sociale ?” La CMB (métallos FGTB tient congrès à Charleroi les 7 et 8 juin. Thème actuel : la base syndicale – notamment la CMB – a dit non au contrat d’avenir, que certains présentaient comme la dernière chance de sauver le modèle de concertation.

Kris Hertogen, Gaston Vandyck

L’avenir de la concertation sociale occupe une place primordiale au congrès de la centrale des métallos de la FGTB. Pour introduire la discussion, la direction de la CMB a donné la parole, fin mars, à deux professeurs, Mabilie du CRISP et Vilrockx de la VUB. Voici les conclusions qu’elle a tirées de ces exposés : «Les interventions des gouvernements dans les relations “employeurs-syndicats” ont eu pour conséquence que la liberté syndicale a été placée sous le contrôle d’un observateur extérieur et que de ce fait le progrès social est bloqué.» (1). Une conclusion très superficielle. L’intervention gouvernementale sur des terrains qui étaient autrefois laissés à la concertation n’est qu’une expression d’une crise plus profonde, mais ce n’en est pas la cause.

La crise de la concertation

La concertation, dit le professeur Mabilie, n’est pas une simple négociation ou une consultation, c’est «une sorte d’alliance entre les partenaires sociaux et les autorités pour parvenir ensemble à une politique qui soit concertée» (2). Le modèle de concertation est une alliance qui organise la collaboration entre les classes. Et en tant que tel, il est une arme politique entre les mains de la bourgeoisie contre les travailleurs en lutte pour leur émancipation. (Voir cadre) De 1945 à 1973, ce modèle de concertation a reçu une apparence de crédibilité parce que le capitalisme était florissant. Depuis 1973, le capitalisme est à nouveau en crise. Pas une crise passagère, mais une crise durable et de nature structurelle. Et dans cette crise se trouve la racine du déclin du modèle de la concertation. Pour garantir leur marge bénéficiaire et défendre leur position concurrentielle, les patrons ont lancé une offensive en règle contre tous les acquis du mouvement ouvrier. Ils veulent encore bien reconnaître la concertation, mais dans ce cas les syndicats doivent accepter que cette concertation porte sur le démantèlement social. Quand les dirigeants syndicaux franchissent ce pas, ils sont confrontés très régulièrement à une forte opposition dans leurs propres rangs. Et dans cette situation, le gouvernement impose lui-même les mesures que les patrons ne peuvent plus

faire passer par la voie de la concertation. L’exemple le plus clair date de l’automne 1993, au temps du pacte social, puis du plan global.

Sauver la concertation sur le dos des travailleurs ?

Face à cette situation, deux conceptions contradictoires sont possibles. Soit on retourne à la source et on opte pour un syndicalisme de classe, combatif, qui engage la confrontation avec les patrons et le gouvernement. Soit on tente à tout prix de sauver la concertation et de restaurer l’alliance entre patrons et syndicats sur base des positions de départ du patronat. Il est clair que la direction nationale de la FGTB opte pour la seconde option. Toute la période de préparation du Contrat d’avenir l’a montré très clairement. Le fil rouge était : “nous ne pouvons pas rester à côté, nous devons être partie prenante”. Au lieu d’organiser la résistance, on a collaboré à la pire politique contre les travailleurs. Cette ligne de capitulation se retrouve aussi dans les documents qui préparent le congrès de la CMB. Dans cette centrale qui compte de nombreux délégués et secrétaires combattifs, on ne peut naturellement pas dire les choses aussi ouvertement. Cinq questions suggestives doivent préparer les esprits. En voici trois exemples : “Dans les structures de concertation telles qu’elles existent en Belgique, pouvons-nous refuser de faire un choix (augmentation de salaire ou plus d’emplois, ndlr) ? En effet, si nous ne faisons pas ces appréciations, ne sont-elles pas faites automatiquement pour nous et pour les travailleurs que nous représentons ?” (question 5) “Les entreprises posent de plus en plus d’exigences en matière de compétitivité et laissent peu d’espace à la négociation. Quel compromis serions-nous disposés à considérer comme “acceptable” et sur quels terrains pourrions-nous formuler des propositions ?” (Introduction à la question 1). “Une réduction du temps de travail avec perte de salaire pour le maintien de l’emploi peut-elle être envisagée ?” (extrait de la question 3). Avec de tels points de vue, on obtient sans aucun doute le respect des patrons et du gouvernement mais on sera conspué par la masse des travailleurs. Une rupture



Concertation ou lutte ? Dès 1993, ces jeunes militants dénoncent le piège des “pactes avec le diable”...

radicale risque de se produire entre les membres et leur syndicat. La CMB doit choisir l’autre voie, celle du syndicalisme de classe combatif. Dans la grève des enseignants, la colère de la base n’est pas dirigée contre leurs dirigeants syndicaux mais bien — et à juste titre — contre les dirigeants socialistes. Parce qu’une attitude combative renforce le lien entre les membres et leurs syndicats.

A l’exemple des profs

Les positions de départ du syndicalisme de combat sont en totale contradiction avec celles du syndicalisme de concertation. 1. Le syndicalisme de concertation est basé sur l’acceptation du capitalisme et de sa logique. Il s’adapte aux évolutions et aux besoins du capitalisme. Il croit que le capitalisme est le seul système possible et qu’il existera toujours. Le syndicalisme de combat rejette ce système et sa logique de la compétitivité. Il comprend que ce système n’entraîne que misère et chômage et qu’il porte en lui le germe de la guerre et du fascisme. Toutes les “solutions” proposées par les capitalistes ne font qu’aggraver et approfondir la crise. Le capitalisme ne régnera pas éternellement, nous devons accélérer sa fin et lutter pour un autre système qui organise l’économie de manière planifiée au service de la population travailleuse. 2. Le syndicalisme de concertation tente de faire coller les revendications des masses à ce qui

est acceptable pour le système. Il opte entre la peste et le choléra. Il se laisse entraîner dans la campagne bourgeoise en faveur de la solidarité dans la misère. Le syndicalisme de combat prend comme seul point de départ les intérêts vitaux des masses. Il rejette la solidarité dans la misère et mène une lutte conséquente pour faire payer la charge de la crise par les riches et les patrons. Il s’oppose à toute forme de cadeaux aux patrons. 3. Le syndicalisme de concertation jure par la toute-puissance du

capital et fait montre d’un manque total de foi dans les forces des masses. Le syndicalisme de combat croit uniquement dans la force des masses. Il fait tout pour éduquer ces forces, les développer et les organiser pour la lutte. Par la lutte, il contraint à céder aux intérêts vitaux des masses.

(1) De Nieuwe Werker 5 avril 1996
(2) Allocution de prof. Mabilie au Congrès Extraordinaire du 29 mars.

Les racines du modèle de concertation à la belge

«La base (du système de concertation, ndlr) en est le pacte social, conclu encore pendant la guerre (1944). A ce moment-là, la grande préoccupation du patronat est, tout simplement, de garder le pouvoir politique et économique. Ce que la sécurité sociale procure est non pas une victoire de la “concertation”, mais une concession, par peur de la révolution et de la lutte des classes. Mais les dirigeants syndicaux vendent cette victoire réelle pour la paix sociale. La direction syndicale promet de faire barrage à la révolution et de coopérer à la restauration du système de démocratie bourgeoise et d’exploitation économique. ... La concer-

tation et la programmation sociale contribuent, aux yeux du patronat, à la stabilité économique et à la paix sociale. Un peu plus tard, le compromis est consacré, de la façon la plus flagrante, par la “Déclaration de la Productivité” de 1954. Les patrons reconnaissent le fait syndical et les syndicats reconnaissent l’autorité patronale sur l’entreprise. Les syndicats contribueront à l’augmentation de la productivité et les patrons accepteront de discuter de la répartition du gâteau.» (Extrait de “Le temps travaille pour nous, Militant syndical dans les années 1990”, Jo Cottenier et Kris Hertogen, EPO 1990, p. 9-10).